



Iddri

RAPPORT ANNUEL
2007

iDDRI

1	L'année 2007
8	Les 3 thèmes
10	Changement climatique
12	Ressources naturelles
14	Gouvernance mondiale
16	L'Iddri en bref
20	L'équipe
24	Les activités
34	Liste des sigles

Coordination : Élise Coudane et Lisa Dacosta

Traduction : Anna Kiff

Conception graphique : Alain Chevallier

Diffusion : Iddri – 27, rue Saint-Guillaume – 75337 Paris cedex 07

iddri@iddri.org – www.iddri.org

Imprimé sur du papier recyclé.



»»» L'ANNÉE 2007 a été marquée par une intensification de l'agenda du développement durable, reflet d'une prise de conscience toujours croissante des enjeux du changement climatique et de perte de biodiversité, mais aussi d'un système de gouvernance mondiale de plus en plus fragmenté.

Une crise de gouvernance ?

L'année 2007 témoigne plus d'une effervescence fébrile que d'une action cohérente et concertée. Les G8 se succèdent et se saisissent de la sécurité énergétique, ils réaffirment la prééminence de la lutte contre le réchauffement climatique et l'objectif de réduction de la pauvreté ; des pays préoccupés par la croissance économique, comme la Chine, reconnaissent aussi l'importance des enjeux du développement durable ; le nouveau gouvernement français s'engage dans un vaste « Grenelle de l'environnement » ; le Mexique lance une campagne pour planter 250 millions d'arbres ; le gouvernement australien instaure un marché du carbone et ratifie le protocole de Kyoto...

L'interpellation des scientifiques sur les enjeux du changement climatique et la sensibilisation de l'opinion publique ont participé de manière importante à ce foisonnement d'initiatives et à l'appropriation de ces questions par les politiques. Ainsi, ce débat politique a été successivement alimenté et orienté par le rapport de Sir Nicholas Stern – invité par l'Iddri en février à venir débattre avec les étudiants de Sciences Po –

le 4^e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et, dans un autre registre, la campagne d'Al Gore, l'implication personnelle du secrétaire général des Nations unies et finalement l'attribution à Al Gore et Rajendra K. Pachauri (Président du GIEC) du Prix Nobel de la Paix. Ces rapports et témoignages mènent aux mêmes constats : la responsabilité humaine dans la dérive climatique, et la nécessité de mettre en œuvre de toute urgence une action ambitieuse et précoce.

Force est de constater cependant qu'il existe un décalage croissant entre savoir scientifique et action politique en termes de développement durable. Si la communauté scientifique a réussi à alerter la société et ses dirigeants dans le domaine du changement climatique, elle n'a pas, loin s'en faut, reçu le même écho sur les questions de

Il existe un décalage croissant entre savoir scientifique et action politique en termes de développement durable.

biodiversité. Le domaine marin est ainsi particulièrement négligé comme l'a montré la réflexion lancée par l'Iddri en partenariat avec la Principauté de Monaco. Pourtant les connaissances sont rassemblées et suffisamment précises pour agir : les « points chauds » de la biodiversité sont connus, les comportements des espèces de mieux en mieux évalués, les écosystèmes de plus en plus étudiés. Dans une large mesure, les conventions et protocoles existent ; il reste à les mettre en œuvre de manière effective et à combler les

vides juridiques qui demeurent afin d'assurer une meilleure gouvernance de la biodiversité en haute mer.

Un premier pas a été fait par les ministres de l'environnement des pays du G8+5 au printemps 2007 avec l'initiative de Potsdam, dont l'objectif est d'évaluer les coûts de la disparition progressive de la biodiversité. Mais il faudrait sans doute que les enjeux liés à la conservation de la biodiversité bénéficient de la même résonance internationale que le climat grâce, par exemple, à un mécanisme d'expertise scientifique tel le GIEC. La France a lancé en novembre un processus de consultation pour réfléchir à la forme et au fonctionnement d'un panel équivalent à celui du GIEC, l'IMoSEB, mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité. L'Iddri s'est vu confier la mission de facilitation du processus en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'Environnement et en lien avec l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, organisme chargé d'évaluer les conséquences des changements écosystémiques sur le bien-être humain. La Conférence des parties de Bonn a entériné ce projet : la création d'un panel international est maintenant à l'ordre du jour et fera l'objet d'une conférence intergouvernementale à l'automne 2008.

Pour attirer l'attention sur cette question trop souvent oubliée de la biodiversité, l'Iddri et l'Agence française de développement (AFD) ont choisi de faire de ce thème le dossier central du deuxième *Regards sur la Terre*. L'analyse menée par plusieurs spécialistes de ce sujet montre que l'expertise scientifique, déconnectée de la vie publique, ne permet pas de mobiliser suffisamment les gouvernements pour faire avancer les négociations

Comme le montre l'exemple du climat, malgré une mobilisation importante, il n'existe pas encore d'action cohérente et délibérée pour la protection de l'environnement, et le système de gouvernance globale pour répondre aux défis

du développement durable est manifestement toujours défaillant.

De nouvelles formes de gouvernance se mettent pourtant en place, marquées par des initiatives locales menées par différents acteurs (ONG, communauté scientifique, entreprises, fondations privées), par des approches de « clubs » au sein desquels les États se regroupent autour d'intérêts communs, ou encore des politiques locales qui se mettent en place pour pallier la défaillance de l'État national.

Des échelles de décision en compétition

L'exemple des États-Unis est en cela tout à fait frappant : face à la réticence du gouvernement à participer à l'action engagée dans le cadre du protocole de Kyoto, 540 maires ont pris des engagements forts pour réduire les émissions de carbone dans leur ville ; la Californie s'est engagée à réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2025 ; la ville de New York a présenté un plan pour adapter la ville au changement climatique et à la croissance constante de sa population ; la Fondation Clinton a débloqué 5 milliards de dollars pour aider 15 villes dans le monde à réduire leurs émissions de GES ; la Cour suprême a donné raison à 13 États qui ont attaqué le gouvernement fédéral pour ne pas avoir limité les émissions de CO₂ des véhicules.

Ces différentes initiatives permettent de souligner le rôle nouveau des acteurs locaux. Ces acteurs, qu'ils soient publics ou privés, se saisissent des enjeux globaux et font du changement climatique leur cheval de bataille. Cette société civile agit donc au-delà de son mandat local et interpelle le gouvernement sur la nature de sa responsabilité collective, allant même parfois jusqu'à recourir aux législations internationales pour mener en justice un État considéré comme défaillant. Les travaux de l'Iddri sur la gestion des savoirs et la protection de la biodiversité par les communautés autochtones montrent bien cette nouvelle interaction dynamique entre le global et le local. Ces commu-

nautés ont pu faire reconnaître leur contribution et donc leur existence à travers la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Ce foisonnement d'initiatives s'est également révélé un cas d'études particulièrement intéressant pour l'Iddri dans le cadre de ses travaux sur les modalités et les coûts de mise en œuvre de politiques climatiques et sur les enjeux et les contraintes de la coordination internationale. Ainsi, afin de mieux comprendre la nature du débat américain et alimenter la réflexion européenne sur la nécessaire transformation de notre économie, l'Iddri s'est associé au Center for Clean Air Policy (CCAP), *think tank* américain fortement impliqué dans la formulation des politiques climatiques mentionnées plus haut, pour lancer un Dialogue européen. L'objectif de ce Dialogue, réunissant responsables de haut niveau de la Commission européenne, des États membres, de l'industrie, des ONG, des experts et chercheurs, est de contribuer au développement d'une stratégie européenne intégrée pour relever les défis en matière d'énergie et de climat. Il s'agit de préparer la transition de l'Europe vers une société faiblement carbonée, en inscrivant l'action européenne dans une perspective internationale, dans le domaine du climat, de l'énergie, et de la coopération avec les pays en développement. La participation au China Council for International Cooperation on Environment and Development (CCICED) ou encore les travaux de recherche sur les questions d'efficacité énergétique dans le domaine de l'habitat permettent également d'alimenter cette réflexion.

Climat : vers une gouvernance en club ?

Autant la situation américaine met en avant un nouvel échelon dans le système de gouvernance où les acteurs locaux, publics et privés, s'emparent des questions globales, autant le Dialogue européen souligne le soutien de l'Union européenne au système de gouvernance multilatérale au travers de son engagement dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto et l'adoption d'objectifs très ambitieux en matière d'énergie

et d'émission de GES. Il permet également de montrer comment la politique européenne de l'énergie fait du changement climatique l'un des outils de relance d'une construction européenne en panne dans sa dimension institutionnelle. Cette politique suppose en effet une concertation plus étroite pour gérer un marché européen de droits d'émissions (ETS), une coopération technologique renforcée sur les énergies renouvelables ou sur l'efficacité énergétique. L'Iddri a intégré cette question du marché ETS et du nouveau « Paquet climat-énergie » dans ses travaux, en réfléchissant aux évolutions du système européen de marché et à la cohérence des différents éléments du « Paquet climat ». Cette réflexion est portée dans les différentes enceintes de discussion de l'UE.

L'Europe s'est ainsi faite la championne d'un système d'action collective fondé sur des normes et des règles, et sur une redéfinition de la souveraineté remettant en cause l'État dans sa version

L'Europe s'est ainsi faite la championne d'un système d'action collective fondé sur des normes et des règles et sur une redéfinition de la souveraineté remettant en cause l'État.

westphalienne. L'adhésion à un système multilatéral inclusif est le déploiement logique de la gouvernance européenne. Au contraire, les États-Unis s'accommodent bien à cette phase actuelle de réaffirmation des souverainetés nationales. Hostiles à Kyoto, ils ont multiplié les processus de négociation parallèle, tel le Partenariat Asie-Pacifique. Les « Major Economies Meetings » (MEM) sont caractéristiques de cette approche fragmentée centrée sur une coordination réduite aux 16 principaux émetteurs de GES. L'objectif poursuivi par l'administration américaine est aussi d'aboutir à un accord sur le climat abandonnant tout cadre onusien, et où Kyoto et ses engagements quantifiés à court et moyen termes seraient remplacés par des objectifs de long terme et une coordination fondée sur les approches volontaires et la coopération technologique. La focalisation sur le « club des pays les plus émetteurs » traduit une volonté de réduire *a minima* l'ambition de coordination internationale en matière de réduction des émissions de GES plutôt qu'une volonté d'augmenter l'ef-

efficacité des actions entreprises en commun. Et pourtant, bien que l'intention politique à l'origine du MEM soit clairement conçue contre la logique d'un accord global, le MEM fait apparaître que la discussion restreinte a certaines vertus. Dans le MEM, les intérêts divergents et convergents s'expriment directement, les pays émergents ne peuvent plus jouer l'agrégation de leurs intérêts avec l'ensemble des pays en développement. Les possibilités de négociation et de liens entre sujets – notamment commerce et climat – peuvent être identifiées. Par ailleurs, la symétrie et l'équilibre de traitement sont mieux assurés que dans les évolutions du G8+5, où les pays émergents sont seulement invités dans une négociation dont ils ne maîtrisent pas l'agenda. Le climat est aujourd'hui la seule discussion globale où les grandes puissances de la planète participent à égalité sans préséance accordée aux vieux pays industriels. C'est, en quelque sorte, la préfiguration du Conseil de sécurité économique appelé de ses vœux par l'Union européenne.

Le climat est aujourd'hui la seule discussion globale où les grandes puissances de la planète participent à égalité sans préséance accordée aux vieux pays industriels.

Enfin, l'exercice concret du MEM a montré que les pays qui se cantonnent à une gesticulation politique dans les enceintes onusiennes rentrent dans le vif de la discussion dans un cadre plus restreint. Cependant, la contribution de ce club finalement positif si l'intention originelle en est détournée – on peut l'espérer avec l'avènement d'une nouvelle administration américaine – pose le problème des pays exclus. Or les actions des 16 pays les plus émetteurs ont un impact majeur sur les pays les plus pauvres, qui se traduira par un réchauffement plus ou moins prononcé ou un accès à l'énergie plus ou moins facilité. L'enjeu sera de lier ces discussions restreintes au cadre global pour assurer la prise en charge des intérêts des pays qui subissent le changement climatique sans y contribuer.

Face à ces initiatives qui se présentent comme des alternatives à un accord post-Kyoto, l'Europe sera-t-elle en mesure de maintenir sa position en faveur du cadre multilatéral et de mettre en place un contrat mondial, équilibré en droits et en responsabilités, actif dans la régulation du développement durable ?

Ces questions sont également apparues dans les travaux menés par l'Iddri sur les changements profonds de la gouvernance mondiale provoqués par le poids économique et financier des pays émergents, et plus particulièrement lors de la conférence internationale de juillet, *Pays émergents et gouvernance mondiale : nouveaux défis et opportunités*. Les débats menés à cette occasion ont été particulièrement enrichissants pour les travaux de l'Iddri sur ces questions. Ils ont en effet permis de nourrir la réflexion déjà en cours sur le poids de la Chine dans l'aide publique au développement, mais surtout de poser la problématique de la gouvernance en termes clairs : les pays émergents sont-ils de nouveaux acteurs dans un « vieux jeu » où il suffit d'adapter les règles pour refléter cette nouvelle donne, ou soulèvent-ils de nouvelles questions dans un jeu dont les règles doivent être réinventées ? Quel est ainsi le rôle du vieux continent, souvent à l'origine de ces règles aujourd'hui remises en cause ?

Bali : un sursis pour le système multilatéral ?

L'année 2007 s'est achevée sur un événement important pour les négociations sur le changement climatique : la 13^e Conférence des parties (COP) début décembre en Indonésie a donné lieu au Plan d'action de Bali, et c'est la première fois depuis Kyoto qu'un processus de négociation global est relancé. Certes l'évaluation des résultats de cette COP et du Plan d'action reste mitigée : en ressort le sentiment d'avoir échappé au pire avec la signature d'un accord autour d'un consensus diplomatique sans objectifs concrets.

En effet, le Plan d'action de Bali n'a pas permis à l'Europe de faire valoir son approche et d'obtenir des engagements chiffrés. Il reconnaît tout au plus dans son préambule que l'objectif ultime de la Convention requiert des réductions d'émission importantes à long terme mais ne fait aucune référence au principe même d'engagements quantifiés et contraignants à moyen

terme, ne serait-ce que pour les pays industrialisés. Il laisse donc la porte ouverte à toutes les modalités d'action par les pays.

La position américaine – ne pas prendre d'engagements chiffrés mais amener les pays émergents à faire des efforts significatifs – n'est pas exempte de contradictions. À chaque moment les différents acteurs peuvent se trouver face au dilemme du prisonnier. La comparaison des efforts est donc un élément décisif pour sortir de l'impasse et le Plan d'action de Bali repose en grande partie sur cette comparabilité dont il va falloir élaborer les indicateurs. Mais aucun principe n'est posé qui permette de comparer ces engagements dans leur ensemble à une trajectoire souhaitable, afin de garantir que la somme des actions envisagées est à la mesure du problème. Sur le fond ce raisonnement est erroné : la nature de la transformation énergétique envisagée ne se pose pas en termes de partage du fardeau mais en termes d'apprentissage et d'innovation. Comparer les efforts peut être utile pour établir la confiance entre les acteurs mais ne permet pas de générer la dynamique d'investissements et de changements de comportements compatibles avec la stabilisation du climat.

C'est d'ailleurs la grande faiblesse du Plan d'action de Bali ; alors que le GIEC a clairement indiqué que la stabilisation du climat nécessite une réduction des émissions de l'ordre de 50 % à l'horizon 2050, cet objectif n'est pas repris dans le Plan de Bali. Ce Plan est donc d'une certaine façon encore prisonnier de la logique de Kyoto : le partage des coûts plutôt que la transformation des économies dans un cadre coopératif.

Bali a cependant ouvert de nouvelles pistes avec la question de la déforestation évitée, exclue jusqu'ici de la dynamique du protocole de Kyoto en raison des pièges méthodologiques, économiques et politiques qu'elle recèle. Mais le dossier ne pouvait être négligé plus longtemps, compte tenu du poids qu'il représente dans les émissions

anthropiques (environ 20 %). L'Iddri s'est saisi de cette thématique en organisant pendant la COP un *side event*, afin d'analyser quelles pourraient être les politiques adaptées permettant d'intégrer les pays en développement dans un régime international sur la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD). L'idée sous jacente est que les dynamiques de déforestation étant différentes, il faut trouver des modes d'intervention, d'appui ou de compensation adaptés aux contextes nationaux. La prise en compte des forêts et de leur importance dans la lutte contre le changement climatique ouvre par ailleurs la porte à une réflexion, que l'Iddri a également menée, sur le paiement des services rendus par les écosystèmes dont l'objectif est d'inciter les producteurs à une meilleure utilisation et préservation de leur terre et de la nature dont ils tirent des bénéfices.

Au-delà de l'avancée que représente l'intégration de la déforestation évitée dans les négociations multilatérales, la problématique de la REDD permet surtout d'insister, à travers les spécificités de chaque pays, sur la nécessité de concilier différentes approches nationales. Les approches volontaires et les engagements sectoriels (ciment, acier, etc.) feront à l'évidence partie d'un accord global. Le cadre du futur régime devra permettre de recenser les actions, d'assurer leur mesure et leur comparabilité : il s'agira d'organiser une négociation permanente pour inciter les pays à renforcer leur offre, sur le modèle des négociations commerciales. Ce détour de la négociation par la prise en compte des politiques domestiques peut être vu comme une réaction au protocole de Kyoto vécu par beaucoup de pays comme un processus *top down*, trop confiant dans le

rôle central du marché. Peut-on voir dans cette nouvelle approche l'émergence d'un projet de transformation en profondeur de l'économie qui permettrait d'assurer la transition énergétique appelée par les climatologues du GIEC ?

Cette nouvelle approche *bottom up*, soutenue par les États-Unis, le Japon, etc. s'appuie par ailleurs sur l'idée que les gouvernements ont la capacité et la responsabilité de prendre les mesures nécessaires, à court terme, pour limiter les émissions (permis, normes, construction d'infrastructures...). Ils doivent en parallèle s'assurer de l'implication des entreprises qui ont un rôle majeur à jouer en termes d'innovations et diffusions technologiques, comme le montre la question des accords sectoriels.

Aussi séduisante cette approche soit-elle, et aussi

Les politiques domestiques à elles seules ne peuvent s'envisager sans coordination internationale.

évident soit-il que la cohérence des actions et le respect des engagements relèvent *in fine* des États, les politiques domestiques ne peuvent à elles seules s'envisager sans coordination internationale. La construction d'espaces de coordination partielle (tels le MEM ou le G8+5) peut en effet permettre d'accélérer la mise en œuvre de politiques domestiques ambitieuses, mais elle doit parallèlement préparer le terrain d'une gouvernance internationale plus globale et réellement opératoire.

Les deux prochaines années seront donc déterminantes. Elles verront la mise en œuvre du Plan d'action de Bali dont l'objectif est de trouver un accord qui posera les bases du post-Kyoto, accord qui devra être entériné lors de la 15^e Conférence des parties qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009.

Les enjeux sont grands et le défi passionnant car se pose la question cruciale du modèle de gouvernance à développer pour prendre en compte ces initiatives privées, ces processus de négociations parallèles afin de mettre en œuvre la transition énergétique. L'Iddri, à son échelle, veut relever ce défi en faisant de cette *roadmap* à Copenhague son programme de travail pour les deux prochaines années. L'accompagnement du vice-président du groupe de travail sur la coopération à long terme dans le cadre de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), basé à l'Iddri, permettra d'alimenter les réflexions sur les questions en jeu. Ce sera l'occasion pour l'Iddri de jouer à plein son rôle, tant dans la production d'idées pour alimenter la négociation que dans l'animation des débats.

Une année sous le signe des partenariats

Afin de mener à bien sa mission dans les meilleures conditions institutionnelles et intellectuelles, l'Iddri avait engagé une série de chantiers qui se sont concrétisés au cours de l'année 2007. Ainsi, autant les efforts avaient porté en 2006 sur la valorisation des activités et des publications de l'Iddri pour pallier son déficit de visibilité et de notoriété, autant 2007 a été consacrée à développer des partenariats permettant à l'Iddri de stabiliser sa situation financière et d'atteindre la taille critique nécessaire pour répondre aux sollicitations de plus en plus nombreuses de ses différents partenaires et assurer son implication dans les différents forums internationaux.

Le premier partenariat stratégique qui a marqué l'année est celui noué avec Sciences Po. Les nombreuses activités menées avec la Chaire développement durable (participation à l'enseignement, thématiques de travail conjointes, co-organisation de séminaires) appelaient logiquement à un rapprochement entre les deux institutions ; celui-ci s'est concrétisé à la fin de l'année 2007 par le déménagement de toute l'équipe de l'Iddri dans les locaux de Sciences Po.

Au-delà du simple « rapprochement physique », et de l'opportunité d'accroître les synergies et complémentarités entre la Chaire et l'Institut, l'Iddri à Sciences Po représente aussi l'oppor-

tunité de développer un pôle de réflexion et de recherche sur les questions de développement durable, et de bénéficier de la visibilité et de la réputation internationale de cette grande institution universitaire. Ce partenariat stratégique ne remet pas en cause l'indépendance, l'identité, le mode de gouvernance et la spécificité de l'Iddri, reconnu aujourd'hui comme un partenaire incontournable sur les questions de développement durable.

Parallèlement, l'Iddri s'est également rapproché de la Ferdi (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) afin de renforcer son expertise sur les questions de coopération et de développement. L'objectif de ce partenariat est de structurer, en France, une capacité indépendante d'analyse et d'animation sur le développement et les politiques de coopération et la gouvernance des biens publics mondiaux. Il va également permettre de contribuer au renforcement des moyens de production intellectuelle et de valorisation des activités de *think tank* de l'Iddri. Ce rapprochement a été rendu possible par le soutien de l'AFD et l'apport de ressources pérennes pour les deux institutions.

Finalement, une évolution importante dans la vie de l'Iddri a été le rapprochement institutionnel entre la structure associative Iddri et la fondation d'utilité publique, la Fonddri. Les synergies entre les activités de *think tank* de l'association et les programmes de recherche développés par la Fondation, ainsi que la similitude des principaux partenaires institutionnels de l'une et de l'autre ont incité chacune d'elle à engager le rassem-

blement des deux types d'activités au sein de la Fondation. La refonte de ces deux structures juridiques ne sera effective qu'en 2009, sous réserve de l'approbation des nouveaux statuts par le Conseil d'État.

Les bases sont donc posées pour permettre à l'Iddri de s'engager pleinement dans la mise en œuvre de son programme d'activités, étroitement lié à l'agenda international. Le travail réalisé depuis sa création a permis à l'Iddri d'acquérir une reconnaissance et un ancrage dans les réseaux internationaux qui se traduisent aujourd'hui par son implication croissante dans les négociations, notamment sur le changement climatique. C'est ainsi l'occasion pour l'Iddri de remplir sa mission grâce à l'appui de ses partenaires institutionnels de longue date. <<<

Le travail réalisé depuis sa création a permis à l'Iddri d'acquérir une reconnaissance et un ancrage dans les réseaux internationaux qui se traduisent aujourd'hui par son implication croissante dans les négociations.

A large, white, stylized number '3' is positioned in the center of the page. It has a thick, rounded font style. The background is a solid light green color with several overlapping, semi-transparent circles of varying shades of green on the left side, creating a layered effect.

les
thèmes

CHANGEMENT CLIMATIQUE

»»» L'ANNÉE 2007 a été marquée par une sensibilisation très forte de l'opinion publique et des décideurs politiques aux enjeux climatiques. Elle a été ponctuée par des événements d'une ampleur mondiale, comme l'attribution conjointe du Prix Nobel de la Paix 2007 au GIEC et à Al Gore. Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, rendu public en avril 2007, a indéniablement mis en évidence les éléments scientifiques nécessaires à la prise de décision politique pour lutter contre les changements climatiques à tous les niveaux, et a permis de préciser le niveau d'effort nécessaire pour réduire les émissions globales de GES d'au moins 50 % d'ici à 2050 par rapport à leurs niveaux de 1990 afin de tenter de contenir l'augmentation de la température en deçà de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Invité par l'Iddri et Sciences Po à présenter le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, Rajendra K. Pachauri, Président du GIEC, a mis l'accent sur les profondes transformations que nos sociétés devront réaliser pour relever le défi du changement climatique, transformations illustrées notamment par les premiers « scénarios de développement sous contrainte carbone » à l'horizon 2050 élaborés pour la Fondri et présentés en mai 2007.

La Conférence de Bali (COP 13, COP/MOP 3, du 1^{er} au 15 décembre 2007, Indonésie) a constitué le point culminant de cette année riche en événements et rencontres politiques au sein de multiples enceintes internationales (Dialogue de la Convention, Groupe de travail *ad hoc* du protocole de Kyoto, initiative du Secrétariat général des Nations unies, G8, poursuite du processus de Gleenagles, G8+5 et notamment le sommet d'Heiligendamm, lancement de l'initiative américaine des Major Economies Meeting, etc.). Le Plan d'ac-

tion de Bali constitue la feuille de route des négociations internationales qui doivent permettre, dans le cadre de la CCNUCC, de trouver un accord multilatéral sur le climat pour l'après Kyoto, en décembre 2009, à Copenhague (COP 15, COP/MOP5). L'acceptation par les pays en développement d'un principe de mesure des actions d'atténuation entreprises augure d'une ouverture plus grande du Groupe des 77 et en particulier de la Chine à s'impliquer dans les futures négociations. La publication par ce pays en juin 2007 de son programme national de lutte contre le changement climatique, fixant des objectifs nationaux ambitieux, notamment de réduction de la consommation d'énergie par unité du PNB de 20 % d'ici 2010, allait déjà dans ce sens.

A

fin de partager sa propre lecture des défis du changement climatique et des enjeux de la négociation, l'Iddri s'est engagé à participer à ces différentes initiatives pour contribuer à la recherche d'un accord sur le climat pour la période post-2012. Présent à Bali, l'Iddri a ainsi cherché à faciliter le dialogue sur les mesures et les mécanismes d'incitation pouvant être envisagés pour lutter contre la déforestation, responsable de près de 20 % des émissions globales de GES, en insistant sur l'impérative nécessité de tenir compte des circonstances nationales qui peuvent varier fortement d'un pays développé à un autre. L'Iddri y a également présenté ses activités en matière d'adaptation au changement climatique, notamment les premiers résultats de ses travaux menés en 2007 sur la vulnérabilité climatique des pays du pourtour méditerranéen, dans le cadre du projet européen Circe.

La transition vers une économie décarbonée exige de repenser en profondeur l'ensemble des politiques publiques et ce, à tous les niveaux. L'Iddri s'est tout particulièrement penché sur les politiques et mesures communautaires à mettre en place pour pouvoir atteindre les objectifs à l'horizon 2020 que se sont fixés les chefs d'État et de gouvernements lors du Sommet européen des 8 et 9 mars 2007, à savoir un engagement unilatéral de 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (30 % en cas d'accord international satisfaisant), 20 % d'énergie renouvelable, 20 % d'amélioration d'efficacité énergétique et 10 % de biocarburants. En partenariat avec le Center for Clean Air Policy (CCAP), l'Iddri a organisé le Dialogue européen sur le changement climatique pour étudier avec les parties intéressées les réformes à réaliser afin de concilier efficacité des politiques de décarbonation de l'économie européenne, compétitivité des entreprises européennes, innovation et sécurité de l'approvisionnement énergétique en Europe. Le Dialogue européen s'est réuni à trois reprises en 2007 (Madrid, Venise, Lisbonne) et a permis de dégager une vision cohérente des mesures à envisager pour atteindre les objectifs ainsi fixés, tout en liant sa réflexion à celle menée au niveau international pour trouver un accord sur le post-2012. Cette vision a été présentée à Bali et transmise aux institutions européennes afin de les sensibiliser, avant que la Commission européenne ne présente, le 23 janvier 2008, son « Paquet climat-énergie » (révision de l'EU ETS, partage des efforts entre les États membres pour les émissions des secteurs non couverts par l'EU ETS, promotion des énergies renouvelables, proposition d'une Directive sur la capture et le stockage géologique du carbone, révision de l'encadrement des aides d'État en matière d'environnement).

La crédibilité des mesures européennes est une nécessité impérieuse pour garantir le maintien d'un *leadership* de l'Union européenne dans les négociations internationales. Cela est d'autant plus important pour la France qu'elle assumera la présidence du Conseil de l'Union européenne

La crédibilité des mesures européennes est une nécessité impérieuse pour garantir le maintien d'un leadership de l'Union européenne dans les négociations internationales.

pendant le second semestre de l'année 2008, avec la Conférence de Poznan (COP14, COM/MOP4) comme point d'orgue, à mi-chemin du mandat de Bali en vue de Copenhague. Dans ce contexte, l'Iddri a présenté dès juillet 2007 des propositions pour une nouvelle stratégie française visant à faciliter la coordination internationale sur le climat. Dans cette perspective, l'Iddri a décidé de poursuivre le Dialogue européen sur le climat en 2008 et a également renforcé son expertise et ses collaborations sur des thèmes qui sont au centre de la discussion climatique aux niveaux tant international qu'euro-péen, tels que les approches sectorielles, la déforestation évitée, la compétitivité des entreprises face aux risques de fuite de carbone, etc. <<<

RESSOURCES NATURELLES

»»» AU COURS des cinquante dernières années, la perte de biodiversité due aux activités anthropiques a été plus rapide qu'à toute autre période de l'histoire humaine. Telle est l'une des conclusions de l'*Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire*, publiée en 2005 et qui constitue toujours une référence.

Des propositions réconciliant objectifs écologiques et économiques, et respectant un principe d'équité, sont déjà débattues dans les instances internationales. Ainsi, la CDB structure les discussions quant à la prise en compte des savoirs locaux et le partage des avantages tirés de l'utilisation des ressources génétiques, dans un objectif de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité. Dans ce domaine, l'Iddri travaille avec les entreprises utilisatrices de ressources génétiques afin de mieux cerner leurs pratiques et leurs besoins, et de les sensibiliser aux objectifs

Au cours des cinquante dernières années, la perte de biodiversité due aux activités anthropiques a été plus rapide qu'à toute autre période de l'histoire humaine.

d'équité de la CDB. Elles sont aujourd'hui sensibilisées à l'idée d'établir des contrats qui prennent en compte les intérêts des fournisseurs locaux. L'Iddri identifie les questions clés concernant ces acteurs et recense des pistes d'amélioration ; avec les éléments recueillis, il alimente ainsi les débats internationaux. Une démarche similaire a été

conduite avec les instituts publics de recherche, pour identifier les modalités institutionnelles, financières, juridiques, permettant de produire et d'échanger les ressources génétiques.

P ar ailleurs, une réflexion a été amorcée sur le paiement des services environnementaux, un instrument financier grâce auquel de nombreuses organisations et conventions, dont la CDB, cherchent aujourd'hui à promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. À une autre échelle, la Convention climat invite à explorer la possibilité de rétribuer la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD) pour lutter contre le changement climatique. Le sujet est devenu un axe majeur des discussions sur le futur régime climatique post-2012, notamment lors de la Conférence des parties à Bali. Si les implications en termes de lutte contre la déforestation et de préservation de la biodiversité d'un régime de REDD peuvent être importantes, la faisabilité du mécanisme reste néanmoins sujette à caution. L'Iddri a contribué à alimenter la réflexion sur les enjeux, en organisant un *side event* consacré à cette problématique lors de la COP à Bali, et poursuivra ses travaux en se consacrant plus particulièrement aux dimensions politiques de ce sujet.

Concernant la gouvernance des ressources naturelles renouvelables, l'Iddri privilégie trois axes. Le premier porte sur le rôle des normes privées dans la gestion des forêts. L'Iddri a cherché à mieux comprendre l'émergence de dispositifs de normalisation et de certification privés, qui appa-

raissent comme de nouvelles formes de régulation des problématiques globales du développement durable, dans des secteurs de plus en plus étendus (agriculture, forêt, pêche, tourisme, mines...). En prenant pour cas d'étude la certification de la gestion forestière, les travaux, conduits en collaboration avec des équipes de recherche du Cirad, font apparaître le rôle central des États dans la diffusion des formes de gouvernance privées. L'impact et la performance des dispositifs de normalisation et de certification volontaires ont également fait l'objet d'analyses (notamment dans les secteurs des forêts et des biocarburants). Ces analyses ont révélé les limites de ces instruments en l'absence de l'appui de politiques

Questions marines

■ La gouvernance des mers et des océans bénéficie d'un cadre international fractionné et souvent lacunaire, comme l'illustrent les problèmes liés à la conservation de la biodiversité au-delà des zones de juridiction nationale. Depuis 2006, l'Iddri a choisi de s'impliquer dans les discussions internationales relatives à la gestion durable de la haute mer et de ses ressources, en abordant ce nouvel enjeu de manière transversale et globale. Ainsi, en concertation avec les acteurs français impliqués, l'Iddri a confié à une équipe universitaire une étude, *Quelle gouvernance pour la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction?*, mettant en exergue la complexité et l'inadéquation du dispositif actuel pour faire face aux menaces pesant sur la biodiversité en haute mer. Afin d'envisager des voies nouvelles pour une gestion durable des ressources marines situées au-delà des zones de juridiction, l'Iddri organisera en 2008 un séminaire international, en partenariat avec la Fondation Prince Albert II de Monaco, l'Agence française des aires marines protégées et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

publiques appropriées et effectives. Le deuxième axe se réfère à l'articulation des échelles locale et globale dans la gouvernance de l'Amazonie brésilienne. Les premiers résultats du projet Dialogos indiquent que la gestion des ressources naturelles renouvelables ne peut être abordée sous le seul angle socio-environnemental et que les pays intéressés, notamment l'Europe, doivent discuter avec le Brésil de mécanismes de coopération et d'intégration économiques, par exemple concernant la lutte contre le changement climatique lié à la déforestation, ou encore les soutiens à l'agriculture. Enfin, le troisième axe concerne une étude des concepts, des méthodes et des outils de la gouvernance des ressources naturelles renouvelables dans les pays en développement. Cette étude, conduite avec l'AFD, s'est conclue en 2007, apportant pistes de réflexion et d'action. L'intégration progressive des questions climat avec celles de la biodiversité montre qu'une approche globale doit être construite, à terme, mettant au centre la vulnérabilité des écosystèmes et leur résilience aux changements rapides. <<<

GOVERNANCE MONDIALE

>>> LA MONDIALISATION et les transformations de l'ordre international qu'elle induit soulèvent de nombreuses interrogations, renouvelées par l'apparition sur la scène internationale de nouveaux acteurs : les pays émergents. L'essor de ces nouvelles puissances modifie considérablement le système actuel, dans tous les domaines – commerce, énergie et climat, ressources naturelles, aide au développement, santé – et constitue un réel défi pour le système de gouvernance mondiale, ainsi qu'une opportunité pour en redéfinir les modalités. À ce titre, l'Iddri a lancé en 2007 un programme de travail transversal sur les pays émergents afin de mettre en lumière les enjeux et implications politiques liés à ce bouleversement. Ce programme vise notamment à mieux comprendre le rôle des pays émergents dans la gouvernance mondiale, aux regards de leurs contraintes internes mais aussi des enjeux globaux que leur croissance économique amplifie.

L a réflexion de l'Iddri sur les pays émergents et la gouvernance mondiale a notamment été marquée par l'organisation de la conférence internationale *Pays émergents et gouvernance globale : nouveaux défis et opportunités*, à Paris, en juillet 2007. L'Iddri va poursuivre la réflexion qu'il a initiée avec cette conférence grâce à un projet de recherche, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) pour une durée de trois ans.

Le domaine de l'aide au développement est plus particulièrement affecté par l'irruption des pays émergents dans la gouvernance mondiale. En effet, le décollage économique de ces pays conduit à repenser les fondements mêmes de

la politique de coopération de la France à leur égard. Cette politique se justifie moins par le souci de réduire la pauvreté que par celui d'associer les pays en développement à la produc-

Accès aux services essentiels

■ L'urbanisation des pays en développement se fait aujourd'hui à un rythme inégalé dans l'histoire. Dans les deux prochaines décennies, deux milliards de personnes supplémentaires vont venir grossir les zones urbaines. L'anticipation et la prise en charge globale de ces peuplements, avec ses dimensions technologique, institutionnelle, sociale et économique, est un défi majeur de ce siècle. L'accès aux services urbains essentiels en est une des principales composantes. La problématique du financement global des infrastructures de ces territoires interroge à juste titre l'ensemble de la communauté internationale. Selon les contextes, les degrés de développement, les modalités d'urbanisation et la répartition des compétences entre les niveaux institutionnels, des compromis sont trouvés pour définir des priorités, financer ces services et leur extension. Ces compromis conduisent à un partage implicite ou explicite du coût économique de long terme de chaque service, partage entre les usagers actuels, les usagers futurs, et les contribuables à différentes échelles. L'Iddri a engagé une réflexion sur les enjeux de gouvernance locale et nationale qui déterminent en large partie les conditions économiques de la fourniture des services de base. Le séminaire animé par l'Iddri en 2006, *Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement*, a ainsi donné lieu à la publication de l'Analyse *L'accès aux services essentiels dans les pays en développement au coeur des politiques urbaines*. L'Iddri envisage, associé à d'autres équipes, la poursuite de cette réflexion pour comprendre les mécanismes de financement possibles à l'échelle de quelques pays et en tirer des conclusions sur l'adaptation des soutiens internationaux.

tion des biens publics mondiaux - à travers une amélioration de leur efficacité énergétique, une meilleure gestion des risques sanitaires, etc. Par ailleurs, les pays émergents sont eux-mêmes devenus des nouveaux bailleurs, et le mode opératoire de leur aide entre parfois en contradiction avec les normes et les règles définies par les bailleurs traditionnels, menaçant ainsi l'efficacité de l'aide et représentant dans le même temps une opportunité pour le financement du développement. Dans cette double perspective,

Risques, précaution et chimie

■ Le secteur de la chimie fournit des produits qui, à côté de leurs nombreux usages bénéfiques pour la société, peuvent causer des dommages pour la santé et l'environnement dans un contexte de globalisation de la production et des échanges. Si certaines substances considérées parmi les plus dangereuses font l'objet de conventions internationales - Convention de Bâle sur les déchets dangereux - certains métaux ne le sont pas encore, et d'autres substances font uniquement l'objet de réglementations locales ou régionales.

L'adoption du règlement européen REACH en 2007 oblige les industriels produisant ou important des substances en Europe à fournir des informations sur les dangers et les risques de ces substances. Par ailleurs, l'adoption d'un système de classification et d'étiquetage harmonisé à l'échelle mondiale est en train de voir le jour. Il permettra un renforcement des normes des produits chimiques commercialisés dans les pays en développement.

Dans ce double mouvement d'amélioration de la sûreté des produits par les réglementations et les normes, une réflexion sur une orientation du secteur de la chimie vers une trajectoire de développement durable est en cours. Celle-ci s'inscrit dans une perspective d'innovation et d'arbitrage de différentes natures : substitution de produits chimiques par des composés chimiques ou non chimiques ; modalités et part relative des ressources naturelles renouvelables et fossiles dans la synthèse de substances.

L'Iddri a conclu en 2007 son cycle de séminaire sur les pays émergents et l'aide publique au développement, à l'initiative et avec le soutien de la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID), et a organisé un atelier européen de haut niveau au Luxembourg.

Par ailleurs, l'Iddri a choisi de centrer ses activités relatives à la gouvernance du commerce sur l'achèvement de divers travaux et programmes de recherche en cours depuis deux ans. Ainsi,

Les pays émergents sont eux-mêmes devenus des nouveaux bailleurs, et le mode opératoire de leur aide entre parfois en contradiction avec les normes et les règles définies par les bailleurs traditionnels.

le rapport final sur les évaluations d'impact sur le développement durable (*Sustainable Impact Assessment* ou SIA) a été remis à la Commission européenne. Les conclusions d'une étude sur les conséquences environnementales de la croissance chinoise dans les secteurs du coton et du textile, inscrite dans le cadre des travaux du CCICED, ont également été présentées. Enfin, l'Iddri a œuvré à la présentation des conclusions d'un projet au Parlement européen sur les préférences collectives dans les négociations commerciales. L'essentiel de ces textes sera rassemblé dans un ouvrage à paraître en 2009 chez Earthscan. <<<

Iddri

en bref

»»» L'Iddri est un institut indépendant à l'interface de la recherche et de la décision. Il éclaire, à partir des travaux scientifiques, les questions politiques du développement durable. Il travaille sur les grands enjeux de la transformation des modèles de développement que la dégradation des ressources naturelles et le changement climatique imposent.

L'Iddri développe des travaux de recherche et des études associant chercheurs, partenaires du monde scientifique, entreprises et décideurs. Cette approche originale favorise ainsi une mise en commun des expertises de ces différentes parties prenantes.

L'Iddri valorise les travaux scientifiques en organisant conférences, colloques, ateliers et séminaires, et en animant le

site www.iddri.org qui met à disposition des documents de réflexion et d'information, des publications des collections de l'Iddri – *Analyses, Idées pour le débat, Synthèses* – et d'autres éditeurs. Depuis novembre 2007, une parution électronique régulière, *La lettre de l'iddri*, vise également à fournir des informations sur les activités et l'actualité de l'Institut, et à apporter un éclairage sur les faits marquants du développement durable dans le monde. <<<

■ **Sa vision se fonde sur trois hypothèses :**

les changements globaux induits par les activités humaines sont insoutenables à terme ; la transformation profonde des modèles de développement est nécessaire ; cette transformation est possible si des politiques cohérentes à l'échelle mondiale sont déployées pour provoquer, à temps, les changements nécessaires des modes de vie.

■ **Sa mission est triple :** éclairer les décisions ;

identifier les sujets de demain ; animer un dialogue entre des acteurs aux intérêts souvent divergents. Pour la remplir, l'Iddri réunit les acteurs impliqués, anticipe les questions à venir, précise les enjeux. L'Iddri mobilise des équipes de recherche dans un large réseau international. Il facilite ainsi une compréhension partagée des problèmes, en les inscrivant dans une perspective mondiale.



L'Iddri

L'Institut du développement durable et des relations internationales est une association loi de 1901, créée en 2003, dont l'action est complétée par une fondation de recherche depuis fin 2004. Elle a succédé au groupement d'intérêt scientifique mis en place en 2001.

Les membres fondateurs

Dominique Bourg, Manuel Castells, Jean Jouzel, Nathalie Kosciusko-Morizet, Daniel Lebègue, Sunita Narain, Ahmedou Ould-Abdallah, Jan Pronk, David Runnals, Jeffrey Sachs, Jean-Michel Séverino, Achim Steiner.

Les membres actifs

Ils relèvent de plusieurs catégories :

- *Organismes de recherche et d'enseignement* : Cirad, CNRS, École polytechnique, INRA, IRD, Sciences Po Paris ;
- *Organismes de la société civile* : ONG – EpE, WWF International ; syndicats – CFDT ;
- *Acteurs de la vie économique* : Ademe, AFD, EDF, Gaz de France, Lafarge, SNCF, Suez, Veolia environnement.

Le conseil d'administration

Il est composé de représentants des membres actifs et des membres fondateurs :

Dominique Bureau, École polytechnique ; **Henri Catz**, CFDT ; **Bernard Delay**, CNRS ; **Timothy Geer**, WWF International ; **Françoise Guichard**, Gaz de France ; **Patrick Herbin**, Cirad ; **Bernard Hubert**, INRA ; **Pierre Jacquet**, AFD ; **Jean Jouzel**, IPSL ; **Daniel Lebègue**, IFA ; **Daniel Lefort**, IRD ; **Olivier Luneau**, Lafarge ; **François Moisan**, Ademe ; **Claude Nahon**, EDF ; **Stéphane Quéré**, Suez ; **Jean-Pierre Tardieu**, Veolia Environnement ; **Claire Tutenuit**, EpE.

Le bureau

Daniel Lebègue, président.
Bernard Hubert, secrétaire.
Claude Nahon, trésorière.

Le conseil scientifique

Ce conseil est commun à l'association et à la Fondation.

Dominique Bourg, université de Lausanne (Suisse) ; **Dominique Bureau**, École polytechnique ; **Francis Delpeuch**, IRD ; **Olivier Godard**, CNRS ; **José Goldemberg**, Association brésilienne pour le progrès de la science ; **Pierre-Henri Gouyon**, université Paris Sud ; **Michel Griffon**, Cirad ; **Claude Henry**, CNRS (président du conseil) ; **Carlo Jaeger**, PIK (Allemagne) ; **Marianne Lefort**, INRA ; **Hervé Le Treut**, CNRS ; **Mans Lönnroth** (Suède) ; **Christine Noiville**, CNRS ; **Nicholas Stern**, LSE ; **Alessandro Vercelli**, université de Sienna (Italie).



Le budget

Le budget courant de l'Iddri s'est établi en 2007 à 1,1 million d'euros – 1,5 million d'euros en intégrant les coûts des personnels mis à sa disposition.

Les ressources proviennent des membres (cotisations), des ministères – Affaires étrangères, Environnement, Recherche – (subventions de fonctionnement), et de divers partenaires nationaux et internationaux ainsi que de projets européens. Les établissements de recherche apportent des moyens en nature sous forme de personnels mis à disposition.

La Fondation

La Fondation de recherche pour le développement durable et les relations internationales a été reconnue d'utilité publique le 23 décembre 2004. Elle complète le rôle, la mission et les activités de l'Iddri.

Les fondateurs

EDF, EpE, Gaz de France, Lafarge, Saint-Gobain, Suez, Veolia Environnement.

Le conseil d'administration

Il est composé de 3 collèges :

- *un collège des fondateurs* : EDF, EpE, Gaz de France, Suez ;
- *un collège des membres de droit* : AFD, Cirad, CNRS, INRA ;
- *un collège des personnalités qualifiées* : **Bernard Chevassus-au-Louis, Roger Guesnerie, Jean Jouzel, Laurence Tubiana.**

Le bureau

Jean Jouzel, président,
Françoise Guichard, vice-présidente,
Michel Colombier, directeur,
Michel Eddi, secrétaire,
Claire Tutenuit, trésorière.

Le budget

Le budget de la Fondation s'est élevé pour 2007 à 321 584 euros. Les dépenses de la Fondation correspondent pour l'essentiel au financement des programmes de recherche.

Informations au 1^{er} mai 2008.

l'é.

quippe

LA DIRECTION



Laurence Tubiana
Directrice

Diplômée de l'IEP Paris, docteur en sciences économiques. Elle dirige la Chaire développement durable de Sciences Po, est membre du CCICED chinois, des conseils d'administration de l'Ifpri et du Cirad. Elle a été conseillère du Premier ministre, chargée du développement durable, et membre du CAE. Elle a créé l'Iddri en 2001.



François Pacquement
Directeur exécutif

Diplômé d'HEC, titulaire d'un DEA d'économie. Il a consacré l'essentiel de son parcours professionnel aux questions de coopération. Il a été conseiller auprès du Directeur général de la DGCID au ministère des Affaires étrangères. Il a exercé à l'AFD et à la Direction du Trésor. Il rejoint l'Iddri en mai 2008.



Michel Colombier
Directeur scientifique

Ingénieur agronome et docteur en économie. Spécialiste de l'énergie et du climat, il a été membre du conseil scientifique du FEM et du FFEM. Après le Ceeeta (université de Lisbonne), il rejoint l'Ademe, puis dirige ICE (International Consultants Energie). Il participe à la création de l'Iddri en 2001.



Lucien Chabason
Conseiller auprès de la direction

Diplômé de sociologie, de droit public, de l'IEP Paris et ancien élève de l'ENA. Il est expert de l'OCDE pour l'évaluation des performances environnementales, et préside le Plan Bleu. Il a été directeur du cabinet du ministre de l'environnement, puis a coordonné le Plan d'action pour la Méditerranée. Il rejoint l'Iddri en 2005.



Lisa Dacosta
Chargée de mission auprès de la directrice

Diplômée en anthropologie, titulaire d'un DESS en développement de l'IEDES, Paris I. Elle a travaillé au sein de l'ONG Solagrail, puis en tant que chargée de programme au PNUD Mozambique, notamment sur les questions de développement local et de lutte contre le VIH-Sida. Elle rejoint l'Iddri en 2007.

En 2007, la Direction comptait également Catherine Garreta, directrice exécutive de l'Iddri et Jacques Billod, secrétaire général de l'Iddri à temps partiel. Leurs mises à disposition ont pris fin en décembre.

ADMINISTRATION



Assya El Mahnaoui
Responsable administrative

Titulaire d'un BTS assistante de direction. Elle a travaillé pour l'association Migration Santé Vaucluse et pour la société Vision-IQ et Poséidon Technologies. Elle a rejoint l'Iddri en 2003 et a quitté ses fonctions en juin 2008.



Sophie Eclappier
Assistante de direction

Titulaire d'une maîtrise d'études théâtrales (Paris III). Après avoir travaillé dans le secteur culturel puis aux Pays-Bas comme traductrice, elle collabore à la coordination de projets européens en Angleterre et en France. Elle intègre l'équipe de la Chaire développement durable de Sciences Po, puis rejoint l'Iddri en mars 2008.



Manuella Poli
Assistante de Michael Zammit Cutajar / assistante Iddri

Études des Beaux-Arts, d'herpétologie et d'espagnol. Après avoir travaillé dans l'organisation de salons et de concerts, elle se dirige vers la photographie naturaliste, puis vers le commerce international d'objets d'antiquités et de collection. Elle rejoint l'Iddri en mars 2008.



Lucilia Tanchereau
Responsable administrative

Titulaire d'un BTS assistant de gestion PME - PMI. Elle a travaillé au sein de différentes PME-PMI à des postes d'aide comptable et comptable. Elle a notamment collaboré avec le réseau d'agences Dadrier Immobilier, en tant que comptable puis comme responsable administrative. Elle rejoint l'Iddri en février 2008.



Léna Barghoudian
Assistante de gestion (apprentissage)

Titulaire d'un Bac STT gestion - anglais, espagnol, elle suit une formation en alternance à la gestion.



Banedé Sako
Assistante de gestion (apprentissage)

Titulaire d'un Bac Pro Métier du secrétariat, elle suit une formation en alternance à la gestion.

Isabelle Delaporte assistante de direction de Laurence Tubiana a quitté l'Iddri à la fin de l'année 2007.

COMMUNICATION VALORISATION

Corinne Cohen était en charge des publications et du site internet jusqu'en mai 2007, date de fin de sa mise à disposition par le Cirad.



Élise Coudane
Internet et publications

Diplômée de l'IEP Paris et de l'Institut de géographie de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Après avoir été responsable communication dans une société de Commerce équitable, elle travaille au Comité Français pour l'Unicef en tant que chargée de partenariats et de collecte de fonds. Elle rejoint l'Iddri en juin 2007.



Benoît Martimort-Asso
Valorisation et événements

Ingénieur en génie énergétique (université de Perpignan) et en sciences de l'environnement (UQAM). Franco canadien, il collabore avec l'association 4D, l'Observatoire de l'écopolitique internationale puis participe à la coordination du projet européen Sustr. Il rejoint l'Iddri en 2004.

COORDINATEURS DE PROGRAMME



Raphaël Billé
Biodiversité, ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Diplômé en aménagement du territoire et en économie, docteur en gestion de l'environnement (Engref). Il a exercé comme chercheur, consultant et chargé de projet auprès du PNUD-FEM, de l'UICN, et des coopérations française et néerlandaise. Il rejoint l'Iddri fin 2006.



Tancrede Voituriez
Gouvernance, aide et commerce

Diplômé de mathématiques appliquées aux sciences sociales, docteur en économie (marchés de matières premières). Recruté par le Cirad, il mène des recherches sur le commerce agricole et le développement. Il est chercheur associé à l'Iddri depuis 2005.



Matthieu Wemaëre
Climat et affaires européennes, négociations sur le climat

Avocat, inscrit aux barreaux de Paris et Bruxelles. Associé au sein du cabinet Huglo Lepage jusqu'en 2007, il crée en 1998 et dirige le bureau de Bruxelles. Il a également travaillé à la DG Environnement de la Commission européenne. Chercheur associé depuis 2007, il représente notamment l'Iddri auprès des institutions européennes à Bruxelles.

CHERCHEURS - CHARGÉS DE PROJETS



Alexandre Magnan
Changement climatique et méditerranée

Docteur en géographie. Spécialiste des problématiques touristiques, des dynamiques territoriales et des littoraux, il a été chargé d'étude au Comité régional d'éducation pour la santé de l'île de La Réunion, puis responsable d'un écomusée sur l'île de Ré (patrimoine naturel et humain du littoral). Il rejoint l'Iddri en octobre 2007.



Marame Ndour
Santé, accès aux soins et aux médicaments dans les pays en développement (Doctorante CRPS)

Titulaire d'un DESS en économie et relations internationales (IRIS) et d'un master de recherche en sciences politiques (Paris I). Elle prépare une thèse au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS) sur l'OMS et l'accès aux médicaments sous la direction de Johanna Siméant.



Julien Rochette
Océans et zones côtières

Docteur en droit public (université de Nantes) et droit international public (université de Milan). Allocataire de recherche puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche à la Faculté de droit de Nantes, il s'est spécialisé en droit de l'environnement du littoral. Il assure également des enseignements occasionnels à la Faculté de droit de Nantes. Il rejoint l'Iddri en août 2007.



Claire Weill
Risques, précautions et chimie

Normalienne, titulaire d'une thèse de physique en 1984, elle développe des recherches expérimentales en physique statistique à l'ENPC puis au CNRS, de 1989 à 1998. Elle travaille ensuite à la MIES. Elle rejoint l'Iddri en 2002.



Sabine Weiland
Gouvernance de l'environnement, Projet RefGov

Docteur en sciences sociales (université de Goettingen, Allemagne). Elle a participé à divers projets de recherche à l'université d'Hambourg, portant sur le développement durable avec un éclairage particulier sur les sociétés européennes, dans le champ des politiques agricoles, de la protection de la nature et des relations entre politiques publiques et sciences. Elle est chercheur associé à l'Iddri depuis 2007.

CHERCHEURS – CHARGÉS DE PROJETS



Carine Barbier

Pays en développement : énergie, services essentiels.

Titulaire d'un DESS Économie et politique de l'énergie. Elle entre au CNRS en 1992 et travaille sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables dans le cadre du Club d'ingénierie prospective énergie environnement (CLIP).

Elle est mise à disposition de l'Iddri par le CNRS depuis 2002.



Amandine Bled

Accès et partage des avantages

Ingénieure en horticulture et aménagement du territoire et titulaire d'un DEA en politique comparée et relations internationales. Actuellement doctorante au centre de recherche SPIRIT - Sciences po Bordeaux, elle est attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'IEP de Bordeaux. Elle travaille sur les questions de biosécurité et d'accès et de partage des avantages.

Elle rejoint l'Iddri en septembre 2007.



Stéphane Guéneau

Forêts, normes et gouvernance des ressources naturelles

Ingénieur en sciences de l'eau, titulaire d'un DEA d'économie rurale.

Il est chargé du programme Environnement de l'ONG Solagral, puis étudie le commerce des produits forestiers au CPDA (Brésil).

Recruté par l'INRA, il est mis à disposition de l'Iddri depuis 2003.



Emmanuel Guérin

Aide au développement et pays émergents

Diplômé de l'IEP Paris - Master en Affaires Internationales.

Après avoir travaillé à la Représentation permanente de la France auprès de l'OCDE, il effectue un stage à la Chancellerie de l'Ambassade de France au Mali, où il a rédigé une étude sur la présence chinoise au Mali.

Il rejoint l'Iddri en septembre 2007.



Jun Li

Changement climatique et habitat en Chine (Doctorant Cerna)

Titulaire d'un master d'urbanisme de l'Institut français d'urbanisme - ENPC, il prépare une thèse sur les politiques publiques de la maîtrise de l'énergie dans le secteur résidentiel en Chine, sous la direction de Pierre-Noël Giraud et de Michel Colombier.

Hubert Kieken, Guillaume Ernst, Sélim Louafi et Sheila Wertz-Kanounnikoff **comptaient également parmi l'équipe de chercheurs de l'Iddri en 2007.** Hubert Kieken était en charge du programme **Changement climatique et énergie**, Guillaume Ernst a travaillé sur la question des **pays émergents**, Sélim Louafi sur la problématique de la **biodiversité et des ressources génétiques**, et Sheila Wertz sur le thème de l'économie des **ressources naturelles**.

LES STAGIAIRES

L'Iddri accueille chaque année plusieurs étudiants stagiaires travaillant sur ses thèmes de recherche.

Sébastien Irola

Engref
2 avril – 28 septembre 2007
Gouvernance des forêts

Carole Peychaud

Sciences Po Paris
1^{er} juillet 2007 – 29 février 2008
Certification forestière au Brésil

Laura Ximena Rubio Alvarado

Sciences Po Paris
5 mars – 10 juillet 2007
Pays émergents et gouvernance globale ;
déforestation évitée

Carole-Anne Sénit

Sciences Po Paris
3 septembre 2007 – 1^{er} février 2008
Maîtrise de l'énergie dans le secteur résidentiel dans les pays du sud et de l'est de la méditerranée

Informations au 1^{er} mai 2008.

Les activités

CHIFFRES CLÉS

7

conférences internationales organisées par l'Iddri, réunissant les experts les plus reconnus dans le domaine du changement climatique, des ressources naturelles et de la gouvernance mondiale.

10

conférences-débats directement organisées par l'Iddri, s'adressant à des publics variés (étudiants, experts, entreprises privées, organismes publics) afin d'élargir le champ de connaissances du développement durable.

11

ateliers et groupes de travail, dont les rencontres du Dialogue européen sur l'énergie et le changement climatique et la première réunion des membres du projet européen Circe.

2

séminaires réguliers : neuf sessions du séminaire *Pays émergents et aide publique au développement* ; huit sessions du séminaire *Développement durable et économie de l'environnement* (ce séminaire se poursuit en 2008).

50

interventions : l'équipe de l'Iddri intervient de plus en plus fréquemment dans des colloques, et conférences. Le nombre croissant de ces interventions confirme la notoriété de l'Iddri sur le développement durable.

8400

visites par mois sur le site www.iddri.org en moyenne depuis la refonte du site en avril 2007.

6000

visiteurs uniques par mois en moyenne.

2007 les faits marquants

» L'Iddri conduit plusieurs types d'activités, afin de remplir ses missions :

- **des séminaires réguliers** : ils sont organisés en vue d'approfondir une question en l'éclairant sous plusieurs angles au gré des sessions. Ils sont la plupart du temps ouverts au public ;
- **des colloques internationaux** : ils permettent d'élargir les échanges et de sensibiliser les décideurs. Organisés en partenariat avec des organismes multilatéraux et de divers pays, ils accueillent les meilleurs spécialistes mondiaux de la question traitée ;
- **des conférences publiques** : organisées par l'Iddri, parfois avec d'autres partenaires, ces conférences alimentent la réflexion sur des thèmes variés ;

- **des ateliers et groupes de travail** : ils réunissent chercheurs, responsables de l'administration, praticiens, sur un thème spécifique. L'objectif est d'échanger analyses, expériences et pratiques, afin de faire avancer les questions identifiées ;
- **des interventions** : l'équipe de l'Iddri est invitée à participer à des colloques, ateliers, événements divers organisés en France et à l'étranger, afin de partager son expertise sur ses thèmes de travail. <<<

Ne sont indiquées dans ce rapport que les interventions à caractère public. Les activités liées à l'expertise apportée par l'Iddri et son équipe de manière informelle dans divers groupes de travail, de réflexion ou lors des conférences internes n'ont pu être répertoriées ici.

Les événements à retenir

» Rencontre avec Sir Nicholas Stern à Sciences Po en février.

» Conférence internationale sur pays émergents et gouvernance globale en juillet à Paris, qui a réuni 40 experts de haut niveau, parmi lesquels les spécialistes sur le climat invités à l'Elysée pour présenter leurs conclusions.

» Lancement du Dialogue européen sur le changement climatique avec le Center for Clean Air Policy qui s'est réuni à trois reprises et dont l'objectif est d'étudier avec les diverses parties prenantes les réformes à réaliser afin de concilier efficacité des politiques de décarbonation de l'économie européenne, compétitivité des entreprises européennes, innovation et sécurité de l'approvisionnement énergétique en Europe.

» Mise en œuvre du programme européen Circe sur les questions d'adaptation au changement climatique, et notamment la présentation à Bali des premiers résultats des travaux sur la vulnérabilité climatique des pays du pourtour méditerranéen.

» Lancement du programme de travail sur la haute mer en collaboration avec la Fondation Prince Albert II de Monaco, ainsi que la réalisation d'une étude : *Quelle gouvernance pour la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction ?*

» Participation de l'Iddri à la COP de Bali, avec l'organisation d'un événement parallèle sur la rétribution de la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD) ; lancement de la négociation pour un accord international post-2012 avec une forte implication de l'Iddri.

Les publications clés

» Deuxième numéro de *Regards sur la Terre*, avec un dossier thématique consacré à : « Biodiversité, Nature et Développement ».

» Analyses : *Why Are We Seeing REDD?*, de Sheila Wertz-Kanounnikoff et Laura Ximena Rubio Alvarado ; *La conservation de la biodiversité dans le cadre de l'aide au développement : une synthèse critique*, de Raphaël Billé et Romain Pirard.

» Article : *New deal pour le climat*, de Laurence Tubiana et Nicholas Stern paru dans l'édition du journal *Le Monde*, du 21 septembre 2007.

» Synthèse : *Négociations sur le changement climatique*, de Laurence Tubiana, Michel Colombier, Hubert Kieken et Matthieu Wemaëre.

» Idées pour le débat : *Le Plan d'action de Bali : une première étape vers un accord global sur le climat*, de Laurence Tubiana et Matthieu Wemaëre.

Les initiatives stratégiques

» Partenariat stratégique avec Sciences Po, avec l'emménagement de l'équipe de l'Iddri dans ses locaux en décembre ; développement à plus long terme d'un programme de recherche sur les questions de développement durable.

» Mise en place de l'initiative pour le développement, les biens publics mondiaux et leur gouvernance en partenariat avec la Ferdi – Fondation pour les études et recherches sur le développement international – avec le soutien financier de l'Agence française de développement (AFD).

» Approbation par les Conseils d'administration de l'Iddri et de la Fondri du rapprochement institutionnel entre les deux structures, avec transfert à terme des activités et du mode de gouvernance au sein de la Fondation.

Changement climatique

Climate Change

CONFÉRENCES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL CONFERENCES

Bali Conference on Climate Change

Bali (Indonésie), 11 décembre. Side event à la 13^e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) organisé par l'Iddri, sur le thème « Can One Size Fit All? Accommodating National Circumstances in an International REDD Regime ». Avec Laurence Tubiana, Sheila Wertz-Kanounnikoff et Matthieu Wemaëre (Iddri).

EU-China Interdependencies on Climate and Energy Security

Bali (Indonésie), 5 décembre. Side event à la 13^e Conférence des parties à la CCNUCC organisé par le gouvernement de Grande Bretagne, E3G, Chatham House, l'Iddri, la Chinese Academy of Social Sciences et le Chinese Energy Research Institute. Présentation du projet « EU-China Interdependencies on Climate Change and Energy Security » auquel participe l'Iddri.

Global City 2007 : Énergie et changement climatique

Lyon, 14-16 mai. Forum international organisé par ReedMidem, en partenariat avec Climate Change Solutions (UK) et l'Iddri. Avec : Lucien Chabason (Iddri), président d'atelier (Impact du changement

climatique : stratégies d'adaptation et de mitigation du sommet des maires), et Michel Colombier, modérateur de panel (Réduire les émissions de CO₂ : de la prise de conscience à l'action).

CONFÉRENCES-DÉBATS

CONFÉRENCES-DEBATES

Présentation de *Regards sur la Terre 2007*

New York, 30 avril. En parallèle de la 15^e session de la Commission du développement durable de l'ONU (CDD), présentation de l'édition 2007 et de son dossier thématique consacré au climat et à l'énergie, de l'ouvrage *Regards sur la Terre* par Benoît Martimort-Asso (Iddri), Jacques Loup (AFD) et Henry de Cazotte (AFD).

Rencontre avec Sir Nicholas Stern : conférence-débat publique

Paris, 5 février. Rencontre organisée par l'Iddri avec Sciences Po. Avec Christian de Boissieu (Conseil d'analyse économique), Richard Descoings (Sciences Po), Claude Henry (CNRS), Pierre-Alain Muet (adjoint au Maire de Lyon et ancien président délégué du Conseil d'analyse économique), Nathalie Kosciusko-Morizet (députée), Claude Mandil (Agence internationale de l'énergie), Dominique Perben (ancien ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer), Pierre Radanne (expert indépendant), Laurence Tubiana (Iddri).

Rencontre avec Sir Nicholas Stern : réunion avec les milieux scientifiques français

Paris, 5 février. Rencontre organisée par l'Iddri en partenariat avec le CNRS et l'Ambassade de Grande-Bretagne. Avec Sir Nicholas Stern, Dominique Le Quéau (Institut National des Sciences de l'Univers), Sylvie Joussaume (CNRS), Luc Abadie (CNRS - Université Paris VI), Jean-Charles Hourcade (Cired), et Roger Guesnerie (Collège de France, PSE).

Scenario Development to Analyse Japan Low-Carbon Society Toward 2050

Paris, 12 janvier. Présentation des premiers résultats des travaux japonais sur le scénario Facteur 4. Par Junichi Fujino (CGER).

ATELIERS

WORKSHOPS

Dialogue européen sur l'énergie et le climat : 3^e réunion

Lisbonne (Portugal), 1 novembre. 3^e rencontre du Dialogue européen sur l'énergie et le climat, co-organisé par l'Iddri et le CCAP.

CIRCE: First Stakeholders Meeting

Paris, 18-19 octobre. Premières rencontres des membres du projet Circe, co-organisées par l'Iddri. Avec Lucien Chabason, Laurence Tubiana, Michel Colombier et Hubert Kieken (Iddri).

Dialogue européen sur l'énergie et le climat : 2^e réunion

Venise, 4-5 juin. 2^e rencontre du Dialogue européen sur l'énergie et le climat, co-organisé par l'Iddri et le CCAP. Intervention de Hubert Kieken (Iddri), *Energy and Emissions Pathways for Europe.*

Scénarios sous contrainte carbone : quels enjeux industriels ?

Paris, 2 mai. 2^e point d'étape de l'étude « Scénarios sous contrainte carbone » dans le cadre du programme de recherche de la Fondri.

Dialogue européen sur l'énergie et le climat

Madrid, 29-30 mars. Réunion de lancement du Dialogue européen sur l'énergie et le climat, co-organisé par l'Iddri et le CCAP.

INTERVENTIONS

INTERVENTIONS

Bali : Climate Conference (COP13/MOP3)

Bali (Indonésie), 12 décembre. Intervention de Laurence Tubiana à trois side event à la COP13/MOP3 : une table ronde

organisée par les gouvernements du Mexique, de Norvège et le CCAP ; un *side event* sur le projet européen Circe ; un *side event* organisé par le WBCSD et l'AIE. Présentation par Laurence Tubiana du projet de la Fondri, *Scénarios sous contrainte carbone à 2050*.

Perspectives 2008

Paris, 4 décembre. Conférence sur les impacts économiques, sanitaires et sociaux du changement climatique. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri).

Global Colloquium of University Presidents

New York (États-Unis), 26-29 novembre. Édition 2007 du « Secretary-General's Global Colloquium of University Presidents » consacrée au changement climatique. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri).

Democratising Energy, Geopolitics and Power

Madrid (Espagne), 20 novembre. Conférence annuelle du Club de Madrid. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), *What are the Challenges and Recommendations for Action From Each Region?*

Climat et développement : quels changements ?

Lisbonne (Portugal), 7-9 novembre. Édition 2007 des Journées européennes du développement. Intervention d'Emmanuel Guérin (Iddri), présentation de *Regards sur la Terre 2007* et de son dossier thématique consacré au climat et à l'énergie.

Changements globaux : les enjeux pour l'eau

Toulouse, 7 novembre. Colloque international sur les impacts potentiels du changement climatique sur l'eau. Intervention de Hubert Kieken (Iddri), *Les changements énergétiques, biocarburants et ressources en eau*.

International Conference for Enhanced Building Operations

San Francisco (États-Unis), 1-2 novembre. 7^e édition de la Conférence internationale « Enhance Building Operations ». Intervention de Jun Li (Iddri), *Sustainable Energy Future in China's Building Sector*.

Global Leadership for Climate Action (GLCA)

Berlin (Allemagne), 7-8 septembre. Seconde réunion des membres et conseillers spéciaux du GLCA. Participation de Laurence Tubiana (Iddri), en tant que conseillère spéciale.

Réunion des membres méditerranéens de l'UICN

Malaga (Espagne), 5-8 septembre. Réunion des membres et partenaires du Centre de Coopération pour la Méditerranée de l'UICN. Intervention de Raphaël Billé (Iddri), présentation des activités méditerranéennes de l'Iddri.

Climate Strategies Workshop

Berlin (Allemagne), 22 juin. Atelier organisé dans le cadre du projet de recherche Climate Strategies. Intervention de Michel Colombier (Iddri), *Sectoral Agreements and Output Based Allocation*.

Plan d'Action pour la Méditerranée : programme d'actions prioritaires

Palerme (Italie), 5-7 juin. Intervention de Raphaël Billé (Iddri), *Vulnérabilité des zones côtières méditerranéennes aux changements globaux*.

Commission méditerranéenne du développement durable

Istanbul (Turquie), 30-31 mai. 12^e réunion de la CMDD. Intervention de Raphaël Billé (Iddri), animation de la table ronde « Tourisme et changement climatique ».

Proposition de São Paulo

Paris, 2-4 avril. Atelier francophone sur les négociations pour la mise en place d'un régime international sur les changements climatiques après 2012, organisé par l'OIF et l'IEPF.

Intervention de Carine Barbier (Iddri), *La proposition de São Paulo pour un futur régime international sur le changement climatique*.

Évolutions climatiques : approches interdisciplinaires

Paris, 30-31 mars. Colloque organisé par l'association Entre-Sciences (Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme), en partenariat avec le Centre Koyré. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri).

Climate Change Architecture in the Post Kyoto Area: A European Perspective

New-York (États-Unis), 20 mars. Conférence organisée par Alliance Program, the MPA Program in Environmental Science and Policy, et the School of International and Public Affairs. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri).

Analyse de l'environnement urbain et de ses cycles : questions de méthodes

Paris, 20 mars. Colloque organisé par le GIS Socio-Economie de l'habitat. Intervention de Carine Barbier (Iddri), *L'analyse et la détermination des émissions de CO₂ des études du CLIP*.

Comex d'EDF

Milan (Italie), 13 mars. Comité exécutif d'EDF (instance d'échange stratégique). Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), aux côtés de Rajendra K. Pachauri, sur l'état des lieux des négociations internationales sur le changement climatique.

Time to Adapt - Climate Change and the European Water Dimension

Berlin (Allemagne), 12-14 février. Conférence internationale organisée par Ecologic avec le PIK. Intervention de Michel Colombier (Iddri), *Impacts and Adaptation Challenges - Electricity Sector*.

Forum portugais post-Kyoto

Lisbonne (Portugal), 31 janvier. Forum organisé par la Fondation Gulbenkian. Intervention d'Hubert

Kieken (Iddri) *Transition Towards a Low Carbon Society - Economic Analysis of Factor 4 Emissions Scenarios*.

Changement climatique : enjeux globaux et politiques nationales

Paris, 29 janvier. Convention DGTPE 2007 du ministère de l'Économie, de l'Industrie et l'Emploi. Intervention d'Hubert Kieken (Iddri), *Enjeux globaux et les politiques nationales du changement climatique et les limites du système actuel et les perspectives post-2012*.

PUBLICATIONS ET MÉDIAS

PUBLICATIONS AND MEDIA

PUBLICATIONS DE L'IDDRI IDDRI'S PUBLICATIONS

- *Energy and Climate Change: the Main Analyses of Regards sur la Terre*. Iddri, Analyses n°03/2007, 85 p.
 - *Intégrer la déforestation évitée dans un nouvel accord sur le climat*, Laurence Tubiana et Sheila Wertz-Kanounnikoff. Iddri, Synthèses n°05/2007, 4 p. Version anglaise disponible : *Bringing "REDD" into a New Deal for the Global Climate*.
 - *Négociations sur le changement climatique*, Laurence Tubiana, Michel Colombier, Hubert Kieken et Matthieu Wemaëre. Iddri, Synthèses n°04/2007, 4 p.
 - *L'« Observance » du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques*, Sandrine Maljean-Dubois. Iddri, Synthèses n°01/2007, 4 p. Version anglaise disponible : *Compliance with the Kyoto Protocol on Climate Change*.
 - *Reducing Emissions from Deforestation and Degradation in Developing Countries*, Sheila Wertz-Kanounnikoff. Iddri, Idées pour le débat n°12/2007, 5 p.
 - *Le Plan d'Action de Bali : une première étape vers un accord global sur le climat?*, Laurence Tubiana et Matthieu Wemaëre. Iddri, Idées pour le débat n°11/2007, 7 p.
- DANS LES MÉDIAS ET PUBLICATIONS DES PARTENAIRES**
- MEDIA AND PARTNER'S PUBLICATIONS**
- Conférence de Bali : quel avenir après Kyoto?, entretien avec Michel Colombier. LCI. Emission « Terre-Mère », 30 novembre 2007.
 - *CO₂ mon amour*, intervention de Laurence Tubiana dans l'émission de France Inter « CO₂ mon amour », 24 novembre 2007.
 - *Europe : l'après-Kyoto en ligne de mire*, entretien avec Laurence Tubiana. *Alternatives Internationales*, 9 novembre 2007.
 - *Pour quelques degrés de plus*, entretien avec Laurence Tubiana. France 3, 17 octobre 2007.
 - *Chinadialogue: Why Building Energy Efficiency Matters*, by Jun Li. Chinadialogue, 26 October 2007.
 - *Changing Climate: Interdependencies on Energy and Climate Security for China and Europe*, contribution by Jun Li to the Chatham House Report. Chinadialogue, 26 October 2007.
 - *Faire évoluer Kyoto*, de Laurence Tubiana. *Nouveaux Regards*, n°39, octobre – décembre 2007.
 - *New deal pour le climat*, de Laurence Tubiana et Sir Nicholas Stern. *Le Monde*, 21 septembre 2007.
 - *Climat : le dossier vérité*, contribution de Hubert Kieken. *Science & Vie*, numéro Hors Série, article « Inconnue n° 1 : les activités humaines » p.64, septembre 2007.
 - *Le changement climatique : un défi mondial*, Laurence Tubiana et Hubert Kieken. *Problèmes économiques*, n° 2930, 12 septembre 2007.
 - *L'État du Monde 2008*, contribution de Hubert Kieken. Article « Une nouvelle politique du climat ? », septembre 2007.
 - *Le réchauffement climatique : questions scientifiques, perspectives politiques*, entretien avec Hubert Kieken dans l'émission de France Culture « Les français et l'environnement », 6 août 2007.
 - *Le bassin méditerranéen, « point chaud » du changement climatique*, de Raphaël Billé. *Planète Humanitaire*, juillet 2007.
 - *Le bâtiment durable en Chine pour la lutte contre le changement climatique*, de Jun Li. *Planète Humanitaire*, juillet 2007.
 - *Changements climatiques : les enjeux du contrôle international*, Sandrine Maljean-Dubois. Monde européen et international. Préface de Laurence Tubiana. Article de Michel Colombier et Jean-Michel Salles, *Engagements, contrôles et sanctions dans les négociations climatiques : quelle analyse économique ?*, juillet 2007.
 - *Un environnement plus vert pour les biocarburants*, Interview de Michel Colombier. *Environnement et stratégie*, n°225, 25 juillet 2007.
 - *Changement climatique. Prévenir. S'adapter*, contribution de Hubert Kieken. *Grain de sel*, 21 mai 2007.
 - *L'urgence climatique, une occasion pour l'Europe*, de Laurence Tubiana, et Hubert Kieken. *Les Carnets d'Étude*, n° 406/6, pp. 749-758, Juin 2007.
 - *Long Term Prospective of the Seine River System: Confronting Climatic and Direct Anthropogenic Changes*, contribution of Hubert Kieken. *Science of the Total Environment*, n° 375, avril 2007.
 - *Livre blanc : Étude des simulations climatiques*, Laurent Terray et Pascale Braconnot. Publication éditée avec le soutien de INSU, ONERC et l'Iddri dans le cadre du projet ESCRIME, février 2007.

Ressources naturelles

Natural Resources

CONFÉRENCES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL CONFERENCES

Régime international, déforestation évitée et évolution des politiques publiques et privées affectant les forêts dans les pays du Sud

Paris, 21-23 novembre. Atelier organisé conjointement par le Cirad, l'Iddri, le Cifor, le GIP Ecofor, et avec le soutien de la Chaire développement durable de Sciences Po.

Enhancing Local Specialities in Southern Countries: Origin-Based Products and Biodiversity

Éthiopie, 23-26 avril. Colloque international organisé avec le soutien de l'Iddri. Interventions de Sélim Louafi (Iddri), *Current International Debates on Access and Benefit Sharing of Biodiversity*, et Laurence Tubiana (Iddri), *Sustainable Development and Governance of Biodiversity: International Stakes*.

Documenting Resource and Knowledge Flows in an International Certificate of Origin Scheme

Lima (Pérou), 21 janvier. Conférence organisée par l'Iddri, l'UNU-IAS et l'UCL (Centre de philosophie du droit). Rencontres internationales d'experts sur le thème *ABS Dialogue : Dialogues sur la gouvernance de l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages*.

CONFÉRENCES-DÉBATS

CONFERENCES-DEBATES

Biodiversité, nature et développement

Paris, 10 octobre. Débat organisé par Sciences Po, l'AFD et l'Iddri à l'occasion de la présentation de l'ouvrage *Regards sur la Terre 2008* et de son dossier thématique consacré à la biodiversité. Avec Pierre Jacquet (AFD), Jean-François Le Grand (Conseil Général de la Manche), Laurence Tubiana (Iddri) et plusieurs auteurs de l'ouvrage.

Réinvention de la responsabilité internationale pour la protection de l'environnement

Paris, 22 mai. Conférence débat organisée par l'Iddri. Avec Céline Nègre (Cedrie).

Enjeux et controverses autour de la réforme de la politique forestière en République démocratique du Congo

Paris, 30 mars. Conférence débat organisée par l'Iddri. Avec Laurent Debroux (Banque Mondiale), Alain Karsenty (Cirad) et Filip Verbelen (Greenpeace Belgique). Modérateur : Stéphane Guéneau (Iddri).

Production agricole, commerce et environnement : le cas de l'État du Mato Grosso au Brésil

Paris, 19 octobre. Conférence débat organisée par l'Iddri. Avec Blairo Borges Maggi (Gouverneur de l'État du Mato Grosso), Catherine Gaudard (CCFD), Patricio Mendez Del Villar (Cirad). Modérateur : Stéphane Guéneau (Iddri).

ATELIERS

WORKSHOPS

Recherche et gouvernance de l'utilisation et de l'échange des ressources biologiques et des savoirs traditionnels associés

Paris, 8 janvier. Journées de réflexion organisées par l'Iddri au ministère de la Recherche. Intervention de Sélim Louafi (Iddri), *Recherche et gouvernance de l'utilisation et de l'échange des ressources biologiques et des savoirs traditionnels associés*.

INTERVENTIONS

INTERVENTIONS

Vers une meilleure gouvernance de la haute mer en Méditerranée occidentale

Tunis (Tunisie), 6-8 décembre. Conférence organisée par l'UICN en partenariat avec la commission nationale du droit de la mer en Tunisie. Intervention de Julien Rochette (Iddri).

La certification : garante de la durabilité des biocarburants ?

Rio de Janeiro (Brésil), 29-30 novembre. Séminaire "Externalités environnementales, économiques, sociales et politiques du développement des productions agroénergétiques. Études prospectives", organisée par l'Ambassade de France au Brésil. Intervention de Stéphane Guéneau (Iddri), *La certification des agro-carburants : garante de leur durabilité ?*

Forum de l'ATIBT

Bélem (Brésil) 15-16 novembre. Forum de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT). Avec Stéphane Guéneau (Iddri), animateur des tables rondes du Forum.

Second Seoul Initiative Leadership Programme

Incheon (Corée du Sud), 8-20 octobre. Conférence organisée par l'UNESCAP. Intervention de Sheila Wertz-Kanounnikoff (Iddri), *Introduction to Payments for Ecosystem Services*.

High Seas Governance for the 21st Century

New-York, 17-19 octobre. Atelier international organisé par l'UICN. Intervention de Julien Rochette (Iddri), *Towards a New Governance of High Seas Biodiversity*.

Gouvernance des forêts et aires protégées

Brésil, 16-18 octobre. 5^e Congrès international de droit de l'environnement organisé par l'Université Centro de Ensino Unificado de

Brasilia (UNICEUB). Intervention de Stéphane Guéneau (Iddri), *Gouvernance des forêts et aires protégées*.

Second Policy Forum of the Seoul Initiative Network on Green Growth

Bangkok (Thaïlande), 3-5 septembre. Conférence organisée par l'UNESCAP. Intervention de Sheila Wertz-Kanounnikoff (Iddri), *Valorising Forests for their Climate Benefits through Payments for Environmental Services*.

Implications politiques des nouveaux modes de gouvernance non étatiques

Trignécourt, 11-15 juin. Séminaire « Nouvelles approches de la gestion et de la gouvernance forestières » organisé par l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech) du Laboratoire de politique forestière de Nancy. Interventions de Stéphane Guéneau (Iddri), *Implications politiques des nouvelles formes non étatiques de gouvernance forestière et nouvelles formes de gouvernance et de gestion en forêt tropicale*.

Conserver, exploiter, partager, les enjeux de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique

Montréal (Canada), 17-18 mai. Colloque international organisé par le Cedrie. Intervention de Sélim Louafi (Iddri), *Le certificat d'origine, un tournant majeur dans la gouvernance de l'Accès et Partage des Avantages ?*

Au retour de Santo 2006 : questions de biodiversité

Paris, 14 février. Séminaire bilan de l'expédition de SANTO, à l'initiative du Muséum national d'histoire naturelle, de l'Institut de recherche pour le développement et de Pro-Natura International. Intervention de Sélim Louafi (Iddri), *L'accès à la biodiversité : les scientifiques sont-ils des biopirates ?*

Non-State Actors as Standard Setters: The Erosion of the Public-Private Divide

Bâle (Suisse), 8-9 février. Conférence organisée par le Basel Institute on Governance. Intervention de Stéphane Guéneau (Iddri), *Certification as a New System of Non-State Global Forest Governance System*.

PUBLICATIONS ET MEDIAS PUBLICATIONS AND MEDIA

PUBLICATIONS DE L'IDDRI IDDRI'S PUBLICATIONS

- *Regards sur la Terre 2008*, Dossier Biodiversité, Nature et Développement, Pierre Jacquet et Laurence Tubiana (dir.). Presses de Sciences Po, 2007, 286 p.
- *Políticas ambientales y gobernabilidad en América Latina*, ouvrage coordonné par Guillaume Fontaine, Geert van Vliet, Richard Pasquis, Flacso-Iddri-Cirad, 2007, 331 p.
- *La conservation de la biodiversité dans le cadre de l'aide au développement : une synthèse critique*, Raphaël Billé et Romain Pirard. Iddri, Analyses n°01/2007, 27 p.
- *Why Are We Seeing «REDD»?»,* Sheila Wertz-Kanounnikoff and Laura Ximena Rubio Alvarado. Iddri, Analyses n°02/2007, 32 p.
- *Les collections ex-situ et la mise en œuvre du système multilatéral du traité international de la FAO*, Sélim Louafi. Iddri, Synthèses n°02/2007, 4p.
- *The Role of the Research Sector in ABS Governance*, Nicolas Brahy et Sélim Louafi. Iddri, Idées pour le débat n°09/2007, 19 p.
- *Quelle gouvernance pour la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction ?*, Jean-Pierre Beurrier et Gwenaële Proutière-Maulion. Iddri, Idées pour le débat n°07/2007, 73 p.

DANS LES MÉDIAS ET PUBLICATIONS DES PARTENAIRES

MEDIA AND PARTNER'S PUBLICATIONS

- *Payments for Ecosystem Services: A New Way of Conserving Biodiversity in Forests*, by Sheila Wertz-Kanounnikoff and Sven Wunder. *Journal for Sustainable Forestry*, December 2007.
- *Regard sur la Terre 2008*, *Alternatives Internationales*, 1^{er} décembre 2007.
- *Conflits de « valeur » sur le littoral : exemples insulaires tropicaux*, de Alexandre Magnan. *Études foncières*, n°130, novembre-décembre 2007.
- *Tourisme et réserves d'espaces sur les littoraux de l'île Maurice*, de Alexandre Magnan. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°240, octobre-décembre 2007.
- *La biodiversité en question*, article sur la publication de l'édition 2008 de *Regards sur la Terre*, *Le Monde*, 30 octobre 2007.
- *Conferência discute revolução ecológica na França*, entretien avec Stéphane Guéneau, RFI Brésil, 24 octobre 2007.
- *Projet de protocole méditerranéen relatif à la gestion intégrée des zones côtières*, de Julien Rochette et Tulio Scovazzi, *Annuaire de droit maritime et océanique*, tome XXV, CDMO, octobre 2007.
- *Le journal de l'économie*, intervention de Laurence Tubiana, France 24, 10 octobre 2007.
- *Implications politiques des nouvelles formes non-étatiques de gouvernance forestière*, de Stéphane Guéneau. *Revue forestière française*, n°05, octobre 2007.
- *Les changements en forêt tropicale : vers de nouvelles formes de gouvernance*, de Stéphane Guéneau, Robert Nasi. *Revue Forestière Française*, n°05, octobre 2007.
- *Gestion intégrée des zones côtières : quatre illusions bien ancrées*, de Raphaël Billé. *Vertigo*, n°07, août 2007.

- *Governance of Renewable Natural Resources*, by Sheila Wertz-Kanounnikoff, Dominique Rojat. *Working Paper* n°47, AFD, September 2007.
- *A Dual-Level Framework for Evaluating Integrated Coastal Management Beyond Labels*, by Raphaël Billé. *Ocean & Coastal Management* n°50, Volume 50 - Issue 10; pp. 796-807, September 2007.
- *Pago por servicios ambientales: una nueva forma de conservar la biodiversidad*, by Sheila Wertz-Kanounnikoff, Sven Wunder, and Rocio del Pilar Moreno-Sanchez. *Gaceta Ecologica*, n° 84 vol. 84-5 (2-5), pp.39-52, July-December 2007.
- *Face aux changements environnementaux, sociétaux, économiques: quelle gestion, quelle recherche pour la forêt de demain?*, de Stéphane Guéneau. *Revue forestière française*, n°03, juin 2007.
- *Savoirs locaux et régime international de la biodiversité*, entretien avec Sélim Louafi. *Courrier de la Planète* n°83, janvier-mars 2007.
- *Concertation, décision et environnement. Regards croisés*. Volume IV. Ouvrage coordonné par Raphaël Billé, Laurent Mermet, Martine Berlan-Darqué, Nathalie Berny et Alexandre Emerit. La Documentation Française, janvier 2007.
- *Les chercheurs, futurs remparts à la biopiraterie?*, entretien avec Sélim Louafi, Novethic, 19 janvier 2007.



CONFÉRENCES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL CONFERENCES

Pays émergents et gouvernance globale : nouveaux défis et opportunités

Paris, 6-7 juillet. Conférence internationale réunissant près de 40 intervenants de haut niveau sur le rôle des pays émergents dans la gouvernance globale. Organisée par l'Iddri en partenariat avec l'IIISD, Sciences Po, SIPA et le soutien d'Alliance, de la Maison de l'Amérique latine, et du MAE-DGCID.

CONFÉRENCES-DÉBATS CONFÉRENCES-DEBATES

Instruments économiques et de régulation pour un développement plus durable

Paris, 9 octobre. Conférence organisée par l'Iddri en présence d'économistes du Grenelle de l'environnement. Avec Claude Henry (Sciences Po - Columbia University), Laurence Tubiana (Iddri), Jean-Pierre Landau (Banque de France) et Christian Gollier (IDEI).

États-Unis : que faire de la puissance ?

Paris, 8 mars. Conférence organisée par la Chaire développement durable de Sciences Po, avec le soutien de l'Iddri. Avec Pascal Delisle (Centre américain de Sciences Po), Pierre Hassner (CERI-Sciences Po) et François Lerin (*Courrier de la Planète*). Ani-

mation par Damien Conaré (*Courrier de la Planète*).

ATELIERS

WORKSHOPS

Forum Chine-Europe

Paris, 4-5 octobre. Atelier organisé par l'Iddri et l'Association 4D sur le thème « Vers un nouveau modèle de développement et une société durable et harmonieuse », dans le cadre de la 2^{de} édition du Forum Chine - Europe.

Climate and Development in the Changing World Order: Untying the Gordian Knot

Paris, 1 octobre. Conférence co-organisée par le Cired, l'Iddri et le Nicholas Institute for Environmental Policy Solutions.

Gouverner par les normes

Paris, 12-13 mars. Journées de lancement du programme de recherche ANR « Normes », organisées par le Cirad, l'Inra, l'Iddri et Sciences Po. Avec Stéphane Guéneau (Iddri).

L'Europe et les pays émergents

Luxembourg, 8 mars. Atelier européen de haut niveau sur l'aide publique au développement, organisé par l'Iddri à la Banque européenne d'investissement. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), *Les modes de consommation énergétique*.

Mezcales: From Chilapa to Geneva

Montpellier, 8 février. Atelier organisé par l'Iddri sur le processus de certification (IG) du mezcal (alcool d'agave) au Mexique. Avec Jorge Larson Guerra (Universidad Nacional Autónoma de Mexico, Fondation MacArthur).

INTERVENTIONS

INTERVENTIONS

Les ateliers de la Terre

Courchevel, 7 décembre. Forum international pour le développement durable. Intervention de Lucien Chabason (Iddri) et Thierry Hommel (Chaire développement

durable de Sciences Po) à l'atelier « Controverse scientifique, diversité des sources et fiabilité de l'information ».

Finance et développement durable : opposition ou partenariat ?

Monaco, 30 novembre – 1^{er} décembre. Édition 2007 de la conférence « Overview – A look to the World », organisée sous le Haut Patronage de S.A.S le Prince Albert II de Monaco. Intervention de Catherine Garreta (Iddri), *Les réponses politiques et économiques aux défis environnementaux*, et de Lucien Chabason (Iddri), *Biodiversité marine*.

CCICED : Annual General Meeting

Beijing (Chine), 28-29 novembre. Assemblée générale annuelle du Conseil du CCICED (China Council for International Cooperation on Environment and Development). Participation de Laurence Tubiana (Iddri).

Sustainable Development: China and Global Markets

Beijing (Chine), 27-28 novembre. Third Advisory Group Meeting on Sustainable Development: China and Global Markets. Intervention de Tancrede Voituriez (Iddri), *Global Cotton and Textile Product chains: Identifying Challenges and Opportunities for China Through a Global Commodity Chain Sustainability Analysis*.

China Policy Dialogue on Global Economic Governance and Trade

Beijing (Chine), 26 novembre. Intervention de Laurence Tubiana, *China in the Trade Governance and Sustainable Development Debate*.

Semaines sociales de France

Paris, 16-18 novembre. 82^e édition des Semaines sociales de France sur le thème « Vivre autrement – Pour un développement durable et solidaire ». Interventions de Catherine Garreta (Iddri), à la table ronde Géopolitique du développement durable et de Laurence Tubiana (Iddri),

Le Développement durable : une question mondiale à implications locales.

Role of China in Global Trade Governance

Genève (Suisse), 29-30 octobre. Dialogue de haut niveau organisé par l'ICTSD (International Centre for Trade and Sustainable Development). Intervention de Tancrede Voituriez (Iddri), *Inside Chinese Minds: Domestic Paradox in China's Sixth Year in the WTO*.

Globalising Asia or Asian Globalisation?

Singapour, 22-23 octobre. 2^{de} édition de la Conférence Internationale « Global Public Policy Network Conference ». Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), présidente de la session « The Asian Impact on Energy and the Environment in the Age of Globalisation ».

Les nanotechnologies présentent-elles des risques ?

Samara, Togliatti et Moscou (Russie), 15-19 octobre. 6^e cycle de conférences-débats franco-russes scientifiques. Intervention de Claire Weill, *Les nanotechnologies présentent-elles des risques ?*

Inde 2025 : scénarios possibles et enjeux pour la France et l'Europe

Paris, 12 octobre. Colloque organisé à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Inde. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), ouverture du colloque.

Produire autrement

Lyon, 27-28 septembre. 3^e Université d'été de l'environnement, organisée à l'initiative de l'APPEL (Association pour la promotion des éco-entreprises Lyonnaises). Intervention de Catherine Garreta (Iddri), *Les motivations et les freins pour produire autrement*.

Semaine de la mobilité

Bègles, 20 septembre. Conférence des aquaforums. Intervention de Carine Barbier (Iddri), *Pourquoi repenser les transports ?*

Vingt ans après le rapport Brundtland, au-delà du développement durable?

Saint-Jean d'Angély, 30 août - 2 septembre. Université européenne et internationale d'été. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri), *Faut-il abandonner les principes d'un développement providentiel durable ?*

Foreign Policy School : Gouvernance environnementale dans un climat changeant

Dunedin (Nouvelle-Zélande), 22-25 juin. 42^e session de la Foreign Policy School, organisée par l'Université d'Otago sur le thème « Gouvernance environnementale dans un climat changeant ». Intervention de Lucien Chabason (Iddri), *International Environmental Governance: Issues at Stake, Main Challenge*.

Quelle place pour REACH au sein des actions internationales sur les produits chimiques ?

Lyon, 20 juin. Salon international de la gestion des produits à risques. Intervention de Claire Weill, *La place de REACH au sein des actions internationales sur les produits chimiques*.

Nanosciences et environnement

Paris, 30 mai. Débat organisé par l'Institut des nanosciences de Paris (INSP). Intervention de Claire Weill.

Forum ministériel du PNUE

Nairobi (Kenya), 9 février. 1^{er} Forum ministériel mondial sur l'environnement, organisé par le PNUE. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri) au segment de Haut Niveau du Forum consacré à la réforme des Nations unies, dans le cadre de la 24^e session du Conseil d'administration du PNUE.

La politique et la gestion des risques : vues françaises et vues britanniques

Paris, 8 février. Colloque franco-britannique sur la gestion des risques. Intervention de Claire Weill, *Les citoyens face à l'expertise*.

Citoyens de la Terre

Paris, 2-3 février. Conférence de Paris pour une gouvernance écologique mondiale, organisée à l'initiative du Président Jacques Chirac. Intervention de Laurence Tubiana (Iddri) dans l'atelier «Renforcer la gouvernance internationale de l'environnement».

Les nanotechnologies peuvent-elles bouleverser notre vie ?

Saint-Michel sur Orge, 25 janvier. Cycle de débats « Sciences et démocratie » Intervention de Claire Weill, *Les nanotechnologies peuvent-elles bouleverser notre vie ?*

SÉMINAIRES RÉGULIERS

REGULAR SEMINARS

Séminaire Pays émergents et aide publique au développement

Séminaire organisé à Paris par l'Iddri avec le soutien du Ministère des affaires étrangères et européennes (DGCID).

La stratégie de la coopération allemande vis-à-vis des pays émergents : le cas de l'Inde et de la Chine

29 mai. Avec Ingrid-Gabriela Hoven (ministère Fédéral de la Coopération économique et du développement Allemand).

Sustainable Mobility: The Challenges for Urban India

24 mai. Avec Sanjivi Sundar (Teri).

Les pays émergents, maillon faible des enjeux environnementaux globaux ?

24 avril. Avec Michel Fouquin (Cepii).

Orthodoxie économique et développement en Amérique latine

23 avril. Avec Luiz Carlos Bresser-Pereira (Fondation Getúlio Vargas).

L'impact des pays émergents sur l'économie et le commerce mondial

10 avril. Avec Michel Fouquin (Cepii).

Le rôle du Brésil dans les négociations agricoles internationales

23 mars. Avec Marcos Jank (Institut de Négociations Commerciales Internationales, ICONE).

Le développement international des entreprises indiennes et chinoises

20 mars. Avec Joël Ruet (LSE – Cerna) et Jean-François Huchet (Centre d'étude français sur la Chine contemporaine – CEFC).

Système financier international et pays émergents

14 mars. Avec Jérôme Sgard (Cepii, université Paris – Dauphine).

Les enjeux globaux de santé publique et les droits de propriété intellectuelle

13 février. Avec Benjamin Coriat (CEPN-IIDE, CNRS, Paris XIII) et Fabienne Orsi (CEPN-IIDE, CNRS, Paris XIII).

Séminaire Développement durable et économie de l'environnement

Séminaire organisé à Paris par l'Iddri, en partenariat avec la Chaire Développement durable de l'École polytechnique – EDF.

Gérer et financer les risques à grande échelle dans une nouvelle ère de « catastrophes »

13 novembre. Avec Erwann Michel-Kerjan (École polytechnique).

Instruments économiques et de régulation pour un développement plus durable

9 octobre. Avec Dieter Helm (Oxford University).

Démocratie et énergie

26 septembre. Avec Jerrold Oppenheim et Theo MacGregor (MacGregor Energy Consultancy).

Lutte contre le sida et amélioration de la santé globale dans les pays en développement

12 juin. Avec Jean-Paul Moatti (Université de la méditerranée).

The Value of Biodiversity Related Ecosystem Services

29 mai. Avec Patrick ten Brink (Institute for European Environmental Policy, IEEP) et Marianne Kettunen (IEEP).

Climate Regime Beyond 2012: Some Reflections in the Context of China

24 avril. With Ke Jian (Research Institute of Environmental Law, University of Wuhan, China).

Évolution du climat : l'apport de la modélisation

20 mars. Avec Hervé Le Treut (CNRS).

Parlez-moi de coûts : réflexions autour d'une source de schizophrénie collective

16 janvier. Avec Jean-Charles Hourcade (Cired).

PUBLICATIONS ET MÉDIAS

PUBLICATIONS AND MEDIA

**PUBLICATIONS DE L'IDDRI
IDDRI'S PUBLICATIONS**

- *Toward Collective Action*, Laurence Tubiana et Philippe Le Prestre (ed.), Iddri-IHQEDS 2007, 347 p.
- *L'accès aux services essentiels dans les pays en développement au cœur des politiques urbaines*, Carine Barbier, Pierre-Noël Giraud, Joël Ruet et Marie-Hélène Zérah. Iddri, Analyses n°04/2007, 18 p.
- *Pourquoi le « développement » a piégé l'OMC*, Tancrede Voituriez. Iddri, Synthèses n°03/2007, 4 p.
- *A New Mobility Regime in the Making: What Does a Mobile China Mean to the World*, Biao Xiang. Iddri, Idées pour le débat n°10/2007, 19 p.
- *L'inclusion des normes sociales à l'OMC : vrai leurre, fausse panacée ?*, Tancrede Voituriez. Iddri, Idées pour le débat n°08/2007, 7 p.
- *Les citoyens face aux risques*, Claire Weill. Iddri, Idées pour le débat n°06/2007, 7 p.

- *Crise du « savoir habiter », exclusion sociale et accompagnement à l'autoréhabilitation du logement*, Daniel Cérézuelle. Iddri, Idées pour le débat n°05, 18 p.
 - *Misconceptions and Myths About the WTO, Trade, Development and AID*, Faizel Ismail. Iddri, Idées pour le débat n°04/2007, 5 p.
 - *The ENP Three Years On - Where From, Where Next?*, Antonio Missiroli. Iddri, Idées pour le débat n°03/2007, 6 p.
 - *Public Health and Emerging Risks: Emerging Countries' Responsibility and International Cooperation*, Jennifer Prah Ruger. Iddri, Idées pour le débat n°02/2007, 6 p.
 - *Emerging Countries as New ODA Players in LDCs: The Case of China and Africa*, Chris Alden. Iddri, Idées pour le débat n°01/2007, 14 p.
- DANS LES MÉDIAS ET PUBLICATIONS DES PARTENAIRES**
- MEDIA AND PARTNER'S PUBLICATIONS**
- *International : petit, mais bien orienté*, entretien avec Laurence Tubiana. *Environnement & stratégies*, n°240, 19 décembre 2007.
 - *En trois mots*, entretien avec Laurence Tubiana. *France 3*, 6 décembre 2007.
 - *Soir 3*, entretien avec Laurence Tubiana. *France 3*, 24 octobre 2007.
 - *Grenelle de l'environnement*, entretien avec Laurence Tubiana. *Direct Soir*, 23 octobre 2007.
 - *La perception du risque devient partagée par tous*, entretien avec Laurence Tubiana. *Libération*, 13 octobre 2007.
 - *Repli national ou bataille internationale ?*, de Laurence Tubiana. *L'Atlas environnement, Le Monde diplomatique*, octobre 2007.
 - *Travaux publics*, entretien avec Laurence Tubiana. *France Culture*, 9 octobre 2007.
 - *Les invités de RFI*, entretien avec Laurence Tubiana. *RFI*, 3 octobre 2007.
 - *Ecologistes : les nouveaux partenaires*, Laurence Caramel. Entretien avec Laurence Tubiana. *Le Monde*, 26 septembre 2007.
 - *Démographie, croissance, environnement*, entretien avec Laurence Tubiana dans l'émission de France 3 *Ce soir ou jamais*, 24 septembre 2007.
 - *Grenelle Environnement : Adopter des modes de production et de consommation durables*, entretien avec Laurence Tubiana. *Grenelle Environnement*, 7 août 2007.
 - *Les pays émergents bousculent le jeu multilatéral*, de Laurence Tubiana. *Les Echos*, 2 juillet 2007.
 - *Trade and Environment: A Resource Book*, Ricardo Meléndez-Ortiz, Mark Halle, Adil Najam. Contribution of Stéphane Guéneau : article *New Policy coherence challenges*, IISD, June 2007.
 - *Gouvernance mondiale : quelle place pour les pays émergents*, de Laurence Tubiana et Tancrede

LISTE DES SIGLES

- | | | |
|--|--|---|
| Ademe Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | Cirad Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement | IEP Institut d'études politiques |
| AFD Agence française de développement | Cired Centre international de recherche sur l'environnement et le développement | IEPF Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie |
| AIE Agence internationale de l'énergie | CLIP Club d'ingénierie prospective énergie environnement | IFA Institut français des administrateurs |
| ANR Agence nationale de la recherche | CNRS Centre national de la recherche scientifique | IFPRI International Food Policy Research Institute |
| APPEL Association pour la promotion des éco-entreprises Lyonnaises | COP/MOP Conférence des parties/Réunion des parties | IHQEDS Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS) |
| ATER Attaché temporaire d'enseignement et de recherches | CPDA Programa de Pós-graduação em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade (université fédérale rurale de Rio de Janeiro, Brésil) | IISD Institut international du développement durable |
| ATIBT Association technique internationale des bois tropicaux | DEA Diplôme d'études approfondies | IMoSEB Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité |
| BTS Brevet de technicien supérieur | DESS Diplôme d'études supérieures spécialisées | INRA Institut national de la recherche agronomique |
| CAE Conseil d'analyse économique | DGCID Direction générale de la coopération internationale et du développement (MAEE) | INSU Institut national des sciences de l'univers |
| CCAP Center for Clean Air Policy (États-Unis) | DGTPE Direction générale du trésor et de la politique économique | IPSL Institut Pierre-Simon Laplace |
| CCFD Comité catholique contre la faim et pour le développement | EDF Électricité de France | IRD Institut de recherche pour le développement |
| CCIECD China Council for International Cooperation on Environment and Development | ENA École nationale d'administration | IRIS Institut de relations internationales et stratégiques |
| CCNUCC Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique | Engref École nationale du génie rural, des eaux et des forêts | LDC Least Developed Countries |
| CDB Convention sur la diversité biologique | ENP European Neighbourhood Policy | LSE London School of Economics (RU) |
| CDD Commission du développement durable (ONU) | ENPC École nationale des ponts et chaussées | MAEE Ministère des affaires étrangères et européennes |
| Ceeeta Centro de Estudos de Economia e Energia (université de Lisbonne, Portugal) | Epe Entreprises pour l'environnement | MELT Ministère de l'équipement, du logement et des transports |
| Cedire Centre de développement de la recherche internationale en environnement | ETS Emissions Trading Scheme | MEM Major Economies Meeting |
| CEFC Centre d'étude français sur la Chine contemporaine | EU European Union | MIES Mission interministérielle de l'effet de serre |
| Cepii Centre d'études prospectives et d'informations internationales | FEM Fonds pour l'environnement mondial | MPA Master of Public Affairs pour les Sciences Po |
| CEPN-IDE Centre d'économie de l'université Paris-Nord | FFEM Fonds français pour l'environnement mondial | OCDE Organisation de coopération et de développement économiques |
| Ceri-Sciences Po Centre d'études et de recherches internationales | GES Gaz à effet de serre | ODA Official Development Assistance |
| Cerna Centre d'économie industrielle | GIEC Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat | OIF Organisation internationale de la Francophonie |
| CFDT Confédération française démocratique du travail | GLCA Global Leadership for Climate Action | OMC Organisation mondiale du commerce |
| CGER Center for Global Environmental Research (Japon) | HEC Écoles des hautes études commerciales | OMS Organisation mondiale de la santé |
| Cifor Center for International Forestry Research | ICE International Consultants Energie | ONERC Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique |
| | IDEI Institut d'économie industrielle | ONG organisation non gouvernementale |
| | IEDS Institut d'études du développement économique et social | PAM Programme d'action pour la méditerranée |
| | IEEP Institute for European Environmental Policy | PIK Potsdam Institute for Climate Impact Research (Allemagne) |

Voituriez. *Courrier de la Planète*, n°84 « Le temps des émergents », avril-juin 2007.

- *Chine/Mali : un déploiement sans stratégie apparente*, de Emmanuel Guérin. *Courrier de la Planète*, n°84 « Le temps des émergents », avril-juin 2007.
- *Acteurs et gouvernance. La coopération internationale en matière environnementale*, de Laurence Tubiana et François Lerin. *Cahiers français* n°337 « Développement et environnement ». La Documentation française, mars-avril 2007.
- *Une prise de conscience récente*, de Laurence Tubiana. *Les Echos*, supplément développement durable « Changer la croissance pour sauver la Terre », 28 mars 2007.
- *Participation for Sustainability in Trade*, Benoît Martimort-Asso, Sophie Thoyer (ed.). Global Environmental Governance Ashgate, 308 p., March 2007.
- *Femmes d'exception*, entretien avec Laurence Tubiana. *Direct* 8, 25 janvier 2007.

www.iddri.org

PME Petites et moyennes entreprises
PMI Petites et moyennes industries
PNB produit national brut
PNUD Programme des Nations unies pour le développement
PNUE Programme des Nations unies pour l'environnement
PSE École d'économie de Paris
REACH Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals
REDD Réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation
RU Royaume-Uni
SIA Sustainable Impact Assessment
STT Sciences et technologies tertiaires
Teri Tata Energy Research Institute (Inde)
UCL Université catholique de Louvain (Belgique)
UICN Union mondiale pour la nature
UNESCAP United Nations Economic and Social Division for Asia and the Pacific
UNU-IAS United Nations University – Institute of Advanced Studies
UQAM Université du Québec à Montréal (Canada)
WBCSD World Business Council for Sustainable Development
WTO World Trade Organisation
WWF World Wildlife Fund



Iddri – 27, rue Saint-Guillaume – 75337 Paris cedex 07
iddri@iddri.org – www.iddri.org